

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE (Fondé en 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel)

ADMINISTRATION-REDICTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10° — Téléphone : BOTZaris 68-27 (Métro : Porte Saint-Martin)

VIVE L'INDEPENDANCE DU SYNDICALISME

Pour les 8 pages
du « libertaire »

Avec la création du journal de la S. I. A., dont les deux pages encadrées dans le « libertaire » étaient devenues insuffisantes, le « lib » se trouve ramené à six pages. On ne peut pas dire que ce fait va changer quelque chose dans la présentation du journal, nos amis de la S. I. A. se cantonnant sur le terrain exclusif de la solidarité qui est celui de la S. I. A. A part que nos lecteurs liront désormais un hebdomadaire en plus où trouveront, amélioré et développé, ce qu'ils trouvaient auparavant dans les deux pages S. I. A. du « lib », rien ne sera modifié à notre journal. Cependant nous voudrions profiter de cette occasion pour faire sentir à nos lecteurs une fois de plus, à quel point nous sommes à l'étroit dans nos six pages. Un hebdomadaire moderne, s'il a l'ambition de se développer sans cesse, et surtout quand il est le support essentiel d'une propagande, comme c'est le cas pour le « lib », doit s'efforcer d'accroître son influence hors des milieux qui lui sont acquis. Il est des quantités de thèmes attrayants que faute de place nous devons négliger. Nous avions tenté, il y a dix-huit mois, de créer une fois par mois, deux pages supplémentaires consacrées à la documentation économique, à la littérature prolétarienne, à l'histoire sociale et politique. Un succès plus qu'encourageant avait justifié nos prévisions, mais devant la montée vertigineuse des tarifs d'imprimerie et à la suite de plusieurs saisies fort onéreuses pour nos pauvres finances, nous dûmes interrompre une si prometteuse tentative.

Nous croyons ne pas trop nous avancer en disant que le moment est venu de revoir le problème et de lui donner une solution. En attendant de consacrer chaque semaine huit pages à notre propagande, nous devons, au moins une fois par mois, assurer à notre vieux « lib » deux pages supplémentaires. C'est une nécessité minima. La semaine prochaine nous espérons pouvoir, camarades, vous fixer une date de départ ; mais pour cela nous comptons sur vous.

Chers camarades qui nous lisez, vous savez que seuls vous pouvez nous aider à réaliser ce projet. Les moyens, vous les connaissez : l'abonnement et la souscription.

Pour les huit pages, ABONNEZ-VOUS. FAITES DES ABONNES, SOUSCRIVEZ, FAITES SOUSCRIRE.
LE LIBERTAIRE.

DIMANCHE 13
à la Salle Lancry
10, Rue de Lancry
10, Rue de Lancry
10, Rue de Lancry

Une Retrospective
DES CHANSONS
REVOLUTIONNAIRES

DE
Charles d'AVRAY
de 1898 à nos jours
avec l'Auteur

ET SES ELEVES :
Lucienne Deschamps Roger Coignet
Léa — Léonne Jean Godin
Marthe Joanne Ségurd

venez-y tous
Allocation de
Sébastien Faure
Entrée 6 fr. Chômeurs et Enfants 3 fr.

AU PROFIT DE LA PROPAGANDE PAR LA PAROLE

Le propriétaire de la salle l'interdisant, la vente des journaux ne pourra se faire ni dans la salle, ni à ses abords immédiats.

Les partis politiques ne peuvent conduire le mouvement ouvrier qu'à des défaites

Le Congrès de Nantes va s'ouvrir sous des auspices bien peu favorables pour la classe ouvrière de ce pays. Au moment où les congressistes délibéreront, les ministres de la République feront connaître les mesures financières propres à sauver l'économie capitaliste de la ruine.

Il n'y a pas un intense effort d'imagination à faire pour prévoir que ces mesures ne pourront pas ne pas se traduire par un accroissement de la misère pour les travailleurs. Les rouages de la société bourgeoise étant défectueux des conquêtes sociales, les dérisoires augures qui se succèdent rue de Rivoli à un rythme précipité espèrent pouvoir remettre la machine capitaliste en route.

A notre avis, ces messieurs se trompent. Leur société, dans ses formes traditionnelles, n'est plus viable. Le lampiste ne peut éternellement suffire au comblement des déficits chroniques du budget. Devant l'énormité des charges intérieures et extérieures de l'Etat, celui-ci est contraint d'orienter l'économie du pays vers un totalitarisme « mitigé », si l'on peut dire, s'inspirant des méthodes en cours dans les Etats fascistes.

Il y a donc un problème de réforme générale du régime qui est posé et qui doit être résolu ou en faveur, ou au détriment de la classe ouvrière. Selon que celle-ci jouera son rôle ou non, cette réforme se fera POUR elle ou CONTRE elle. Ce sera une révolution sociale procédant à un balayage complet des anciennes formes de production et d'échange, ou une réaction capitaliste s'opérant sous le contrôle des éléments les plus dynamiques et les plus

clairvoyants du capitalisme noyant le concept de classe dans la notion d'Etat ou de nation. Il ne nous paraît pas, en tout cas, qu'il puisse y avoir de solutions moyennes.

Où le syndicalisme, expression vivante de la classe ouvrière qui a conscience de son destin, se sépare de l'Etat et répondra à sa mission originelle, ou il deviendra un rouage de cet Etat et trahira sa raison d'être.

Sous des formes plus ou moins atténuées, c'est le dilemme qui se pose devant le prolétariat.

Le Congrès de Nantes, sous la multitude et la complexité apparente des problèmes qui y seront débattus, aura au fond à ne dire qu'une seule chose : à savoir si, oui ou non, le prolétariat est majeur et doit en conséquence revendiquer la substitution de son régime à celui de la bourgeoisie.

Ne nous leurons pas. Il est à craindre que cette façon de poser le problème ne fasse sourire bon nombre de hauts militants de la C. G. T. qui ont pris facilement l'habitude depuis longtemps déjà de considérer les ouvriers comme incapables à prendre la succession du patronat. Ils ont été en contact avec les complexités du mécanisme capitaliste et bien souvent leur tête s'est effarée devant une si lourde tâche. Ils ont fréquenté les ministères, les ambassades, toutes les cavernes de l'Etat capitaliste, et beaucoup ont perdu cette belle simplicité qui fait la force du prolétariat.

La politique et la corruption ont fait le reste. Car c'est la politique et la corruption qui ont, en juin 1936, empêché les ouvriers qui occupaient les usines de pousser ce mouvement jusqu'à ses extrêmes conséquences. Le patronat était désarmé, la bourgeoisie en proie à l'effacement total. Il fallait à ce moment exiger le maximum et prendre, en attendant mieux, des hypothèques sur la propriété des capitalistes par le contrôle ouvrier. Evidemment, c'était un moyen révolutionnaire. On préféra conclure l'armistice avant d'avoir combattu ; on préféra « terminer les grèves ».

Devant le formidable « boom » du syndicalisme, nombre de dirigeants étaient affolés et ne comprenant nullement que ce retour des masses au syndicalisme était dans son essence une révolution. On voyait des socialistes se lamenter comiquement sur le « cynisme » des ouvriers qui, en prenant au sérieux les promesses électorales et en voulant les traduire eux-mêmes dans les faits, créaient ainsi méchamment des difficultés inouïes à ce pauvre Blum, qui venait à peine d'arriver au pouvoir.

Les communistes eux commençaient à trembler pour la France. Qu'allait devenir la meilleure alliée de Staline si celle-ci se laissait aller à l'anarchie ? Les uns et les autres, grâce aux formidables moyens de presse et d'argent

dont ils disposent réussissent à rétablir « l'ordre ». On mesure maintenant les résultats.

La classe ouvrière n'a pas, mal guidée par ses dirigeants, joué son rôle. Elle a permis que les bateleurs blumistes et kremlinesques décident pour elle. Elle a laissé le syndicalisme s'embourber dans la politique.

La Chambre et la rue de Grenelle ont eu raison des usines.

Ce n'est pas sans raison que les fondateurs du syndicalisme avaient repoussé la politique hors des organisations ouvrières. Ce n'est pas par une « vue de l'esprit » qu'ils avaient voulu que le mouvement spécifiquement ouvrier demeurât farouchement indépendant des partis.

Les luttes sociales du XIX^e siècle leur avaient appris que le parlementarisme est le système politique d'une classe, et que le prolétariat en était toujours la victime.

Le Front populaire, après deux années d'une existence pleine de déboires pour les travailleurs, s'effondre dans la réaction bourgeoise. C'est une expérience de plus qui s'ajoute à celles de 1926 et de 1934.

A Nantes, la C. G. T. doit dire que cette épreuve lui a suffi. Elle doit mettre un terme aux agissements dangereux des politiciens qui s'y sont infiltrés, de ces caméléons cyniques que sont les députés syndicalistes.

Il lui faut rompre avec ce cadavre putréfié qu'est le Rassemblement Populaire, et rejeter définitivement la tutelle des partis.

Il lui faut reconquérir son indépendance.

Hors de cela, il n'y aura que déboires nouveaux, défaites nouvelles.



LUNDI 21 NOVEMBRE
A LA MUTUALITE

L'UNION ANARCHISTE
commémorera la mort de

DURRUTI

en une
Grande MANIFESTATION
à laquelle participera

AURELIO FERNANDEZ
ancien délégué de la C.N.T. à la
sécurité intérieure de Catalogne

SOUS LA PRESIDENCE de

EMILLENNE DURRUTI
ORATEURS

G. Pioch Chazoff Frémont

Le peuple français se battra-t-il pour le roi... d'Angleterre ?

Notre confrère « l'Œuvre » est d'une lecture amusante. Il défend toutes les nobles causes et elles sont tellement nombreuses que l'on arrive à ne plus se retrouver dans l'enchevêtrement des multiples questions qui sont soumises à notre appréciation. « L'Œuvre » a défendu le traité d'alliance franco-tchèque, mais a approuvé les accords de Munich ; elle est favorable à l'Espagne républicaine mais ne combat pas la politique de non-intervention ; elle considère le traité qui lie la France à la Russie des Soviets comme un instrument utile à la défense nationale, mais soutient la nécessité d'un rapprochement avec l'Allemagne ; enfin elle marque une hostilité marquée à l'adresse de Mussolini mais entend que la France républicaine reste fidèle à la politique de l'Entente Cordiale. Sans doute, les imbéciles ne lisent pas « l'Œuvre » mais il est à craindre que les âmes saines d'esprit ne deviennent foues à force d'enregistrer de telles contradictions.

Et voilà, pour une fois que le pauvre vieux M. Martin dit quelque chose de sensé, que l'éditorialiste de l'« Œuvre » le prend à

partie parce que le président de la Fédération républicaine s'est permis de douter de l'efficacité de la politique de M. Chamberlain.

Il faudrait tout de même s'entendre. Pour contracter une alliance, il faut au moins être deux ; or quel qu'en pense Mme Geneviève Tabouis il ne semble pas que le Premier britannique soit animé des meilleurs sentiments à l'égard de la France. Cela nous importe peu si le bourrage de crâne systématique auquel s'est livrée toute la presse de gauche durant les sombres journées qui ont précédé les accords de Munich ne se poursuivait pas, menaçant de nous entraîner sur la pente d'un conflit sanglant qui, cette fois, ne pourrait pas être arrêté. Il suffit de vouloir lire quelque peu la presse britannique pour comprendre que M. Chamberlain entend se servir de la France comme d'un pion qu'il lancerait sur l'échiquier de la guerre pour libérer l'Angleterre d'une menace éventuelle de l'Allemagne hitlérienne. Or, cela « l'Œuvre » le sait mais ne le dit pas.

(Voir la suite en 3^e page).

Un acte qui devrait être
décidé à l'unanimité à Nantes

**Obliger
le gouvernement
à fournir du blé
à l'Espagne**

**Ni la City,
ni le Kremlin**

Chacun, pour peu qu'il réfléchisse, a l'impression que de puissantes secousses, sont à la veille d'ébranler l'édifice décrépit qui s'appelle l'Europe. La liquidation du traité de Versailles va s'opérer et des hommes politiques travaillent à lui substituer une nouvelle paix impérialiste, image du nouveau rapport de forces qui s'est opéré dans ces dernières années. Parmi ces hommes, Chamberlain semble vouloir tenir pour quelque temps la vedette. Or, il n'est pas impossible de savoir quelles sont ses secrètes pensées et quel grand projet il nourrit en compagnie des conservateurs anglais. Ce qui est sûr, en tout cas, c'est que le gouvernement britannique s'apprête à prendre de redoutables initiatives diplomatiques.

Le voyage du premier ministre anglais et de Lord Halifax à Paris doit être considéré comme le premier temps de cette vaste manœuvre qui aurait pour effet d'enlever aux dictatures l'initiative des opérations, en tout cas de la partager avec elles. Il s'agit, on s'en doute, de faire accepter à la France un plan de réorganisation et de pacification de l'Europe. plan dont les principaux chapitres seraient : le règlement, par voie de compromis, de la question espagnole, la liquidation du pacte franco-soviétique et la reconnaissance de l'expansionnisme allemand en Europe orientale.

Ce programme mirifique ne manque évidemment pas de hardiesse, surtout si on considère qu'il ne doit servir que de préface à une vaste action commune de l'Europe en Extrême-Orient afin de rétablir une situation compromise par les conquêtes de l'impérialisme japonais. Chamberlain soutiendrait donc ce point de vue qu'il faut faire trêve à nos dissensions et qu'il est grand temps que l'Europe, menacée par une vague de panasiatisme autrement redoutable que tous les « Drang nach Osten », régle à l'amiable ses querelles de famille.

Reconnaissons que c'est là de la grande politique. Et qui aurait, après tout, ses partisans et ses chances si l'on suppose aux impérialismes rivaux assez d'intelligence pour oublier leurs vieilles querelles et composer leurs intérêts les plus éviants. Malheureusement, il n'en est rien. Le propre de tout impérialisme est la répuance qu'il éprouve invinciblement pour des arrangements de cette nature. La seule voie qui lui soit ouverte est celle de la force et de l'hégémonie. L'égoïsme à courte vue de tous les gouvernements rend à l'avance caduques toutes les coopérations sur un pied d'égalité. Le plan Chamberlain ne fait pas exception à la ré-

AUJOURD'HUI

paraît le premier numéro de

S. I. A.

Tous les lecteurs l'achèteront

C'est aujourd'hui jeudi que paraît le premier numéro de S. I. A., l'organe hebdomadaire de la Solidarité Antifasciste Internationale. Les anarchistes, les lecteurs de notre « lib », les sympathisants, qui tous ont contribué au lancement, au développement de l'organisation créée par l'Union Anarchiste à son Congrès de Paris l'an dernier, ne manqueront pas de se procurer ce premier numéro et d'assurer sa large diffusion. Il sera exceptionnellement tiré à un très grand nombre d'exemplaires — 130.000 — et sa répartition sera assurée dans toute la France.

Sous la forme de la solidarité ce sera un puissant véhicule de nos idées. La S. I. A. a dans ce sens un immense travail devant elle. Son activité depuis sa création est un sûr garant de l'avenir, la S. I. A. croîtra encore et se développera. Pour sa propagande d'entraide et de soutien des victimes de toutes les exactions gouvernementales D'OU QU'ELLES VIENNENT, le journal de la S. I. A. lui apportera un concours intense. Aussi nos lecteurs auront-ils à cœur d'aider à son lancement et à son développement.

TOUS VOUS LIREZ LA « S. I. A. » ET LA PEREZ LIRE AUTOUR DE VOUS.

(Voir en 2^e page le sommaire du premier numéro.)

gle. Il vise tout simplement à sauver ce qui reste de l'Empire en réalisant, avec le concours de la France, une consolidation d'un monde menacé d'écroulement. C'est à ce titre que nous devons donc l'envisager et le juger. Cette offensive diplomatique de l'impérialisme britannique prendra ainsi toute sa signification et dévoilera ses menaces et ses dangers. Essayons d'y voir clair.

Nous avons tout lieu de penser que le gouvernement britannique envisage froidement de sacrifier d'Espagne gouvernementale à Franco. Déjà la mise en vigueur de l'accord anglo-italien du 16 avril, en dépit des preuves surabondantes de la volonté d'intervention du Duce, les projets de reconnaissance du droit de belligérance en faveur de Burgos sont symptomatiques des intentions anglaises. Et il va sans dire que, sur ce point particulièrement sensible à notre cœur, nous ne saurions approuver une telle manœuvre d'étranglement. Nous ne serons pas moins catégoriques à l'égard des combinaisons anglaises touchant l'Europe orientale. Encore une fois, il ne s'agit pas de sauver le pacte franco-soviétique ni même de cesser de le dénoncer comme un instrument de guerre, mais l'appui apporté par Londres aux convulsions allemandes, cette pensée qu'en lâchant Hitler contre la Russie et en lui laissant prendre l'Ukraine on finira bien par apaiser sa faim de terres à blé ne sauraient avoir d'autres effets que d'aggraver une situation déjà trop tendue.

Travailler pour la paix ne doit pas signifier apporter de l'eau au moulin britannique et embrasser les intérêts de la Cité. Nous avons montré, en d'autres temps, que ce n'était pas non plus travailler pour le tsar de Russie. Il y a hors de ces deux voies qui mènent toutes deux à la catastrophe une politique résolument pacifique. La classe ouvrière doit s'appliquer à la définir et à la promouvoir en toute indépendance. Il faut que cesse cette honteuse abdication des intérêts du prolétariat devant les gouvernements qui tentent, à l'heure actuelle, d'enrôler les masses en de criminelles aventures. Il est temps que les victimes se révoltent si elles ne veulent pas faire les frais des sinistres calculs des hommes au pouvoir. L'heure ne saurait être plus grave. Les débats émouvants et passionnés du dernier Comité National du Parti Socialiste en sont la démonstration éclatante. Demain le Congrès de Nantes ne pourra pas éluder la question à côté de laquelle tout autre paraît secondaire : la classe ouvrière saura-t-elle faire la paix que l'impérialisme lui refuse ?

LASHORTS.

Quant la bête traquée se révolte

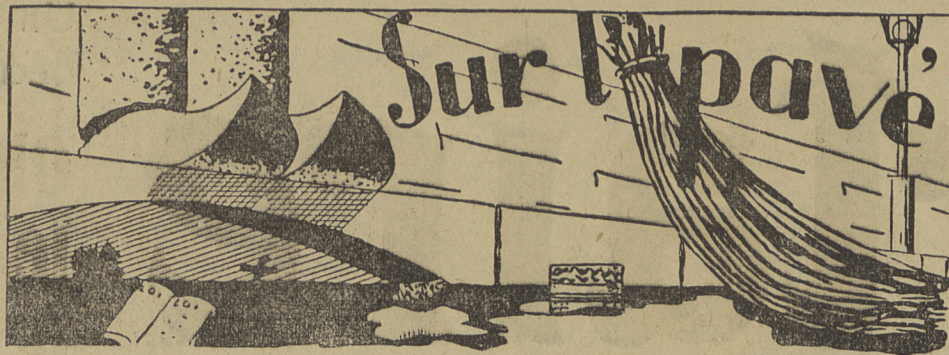
(Suite de la 1^{re} page)

Il n'en faut pas davantage pour que tous les chiens de plume hurlent contre ce pauvre gosse, malheureuse victime d'un siècle de brutalités et d'ignominies. Sans doute son geste peut sembler inopportun, mais on ne demande pas aux personnes réduites au désespoir de calculer, de réfléchir à la portée politique de leurs gestes, si au lieu de blesser le secrétaire de l'ambassade il s'était suicidé comme un docteur viennois l'a fait il y a une quinzaine, tous ces journalistes auraient publié la nouvelle dans la chronique des chiens crevés. Un simple fait divers. Ils auraient écrit deux lignes pour pleurer sur ce malheureux « désespéré ». Mais que ce dernier ne l'ait pas entendu ainsi, il a frappé un de ceux qui l'ont fait souffrir. Alors, cela ne va plus, tous les saligauds du journalisme et ils sont nombreux dans cette corporation. L'éditorialiste de « l'Œuvre » a tenu à se distinguer, pensez donc au moment où l'on allait s'entendre avec Hitler, un tel geste est capable de rompre les pourparlers avec le phonographe de Nuremberg. Pourtant la palme revient à « l'Humanité ». Quand il s'agit de saloperie dans cette maison on n'est jamais les derniers. Selon leur méthode habituelle ils insinuent que le meurtrier est un provocateur, un agent de la Gestapo ayant des relations trotskystes. On voit que ces messieurs n'ont pas beaucoup d'imagination.

Partout ce geste de révolte, est l'occasion d'une campagne xénophobe contre les militants antifascistes réfugiés dans notre pays, réclamant des mesures répressives contre ces bêtes traquées que sont nos camarades étrangers.

La France n'est plus la dernière tranchée de la liberté, mais de la lâcheté. L'oncle et la tante du jeune Grunspan, ont été arrêtés. Ils ont commis le crime d'avoir donné l'hospitalité à leur parent. Au juge qui leur en faisait la remarque, ils ont répondu simplement : « Pourvions-nous le jeter dehors ? ». Donner abri à un ami, à un parent est devenu un crime, dans le pays des Droits de l'Homme. On croit rêver. Et au lieu de s'indigner, les personnes bien pensantes et surtout bien nourries, hurlent aux chausses de ces pauvres gens.

Mais de quoi se plaignent les maîtres des Etats totalitaires ? Quand on sème le vent on récolte la tempête. Pour notre part nous ne nous étonnons pas de tels gestes de révolte, nous sommes seulement surpris qu'ils ne soient pas plus nombreux. — R. F.



PROPOS D'UN PARIA

Ni peste, ni choléra

Il fallait s'y attendre. La grande peur qu'ont ressentie, et à juste titre, des millions d'hommes à l'idée d'un carnage possible, est à peine dissipée que l'on peut constater de bien curieuses attitudes, d'étranges retournements d'opinion.

Décidément, les pourvoyeurs de charniers, les provocateurs les plus avérés au meurtre collectif auraient bien tort de se gêner.

On comprend, à la rigueur, que le temps ait fait son œuvre pour les précheurs de guerre de 1914 qui, à l'abri dans de grasses sinécures, ont pu, impunément, collaborer au bourrage de crâne officiel.

Mais déjà, et notamment chez les socialistes, cette tendance se dessine.

« Il ne faut tout de même pas comparer, a déclaré au Congrès S.F.I.O., un délégué, l'U.R.S.S. avec l'Allemagne. »

Et d'autres de proclamer qu'il ne faut pas tomber dans le piège de l'anticommunisme qui conduit directement au nazisme.

De là à venir au secours de ces pauvres bolchevistes dont la servilité à l'égard de l'Etat totalitaire russe a été l'un des facteurs les plus puissants d'excitation guerrière d'un patriotisme qui, pour être de fraîche date, n'en était que plus tonitruant, il n'y a qu'un pas.

Un pas qui, à mon avis, ne doit pas être franchi.

On doit être contre le communisme autoritaire avec autant de vigueur que contre le nazisme hitlérien ou le fascisme mussolinien.

Il a été pourtant répété assez souvent qu'il était stupide de choisir entre la peste et le choléra.

D'aucuns prétendent que l'union avec les pestiférés peut nous préserver des cholériques, que Staline nous sauvera de Hitler.

Il est étonnant que l'on puisse, après tant de preuves données de la malfoissance communiste, nourrir de semblables illusions.

D'ailleurs, nous n'avons pas encore tout vu. De nouvelles instructions de Russie vont, sans doute, donner une impulsion nouvelle, sinon un renversement complet à la politique suivie ces derniers temps par le P. C.

Charles MALATO est mort

L'Œuvre d'hier matin mercredi nous apprend la mort de Malato — le « libertaire impénitent », comme il aimait lui-même à s'appeler.

Il était né le 7 septembre 1857 et avait donc 81 ans. Fils d'un communiste déporté à la Nouvelle, Malato entra dès son plus jeune âge dans la bataille sociale. Il adhéra très jeune à l'anarchie et combattit pour nos idées pendant de longues décades. Il fallut la guerre de 1914 pour le séparer de notre activité. Il avait signé en 1914 le manifeste des Seize, mais s'était engagé...

Ce fut une erreur, mais Malato était sincère et honnête, profondément.

Il fut de toutes les batailles sociales, et connut souvent la prison.

Il écrivit plusieurs ouvrages qui se lisent aujourd'hui encore avec un vif intérêt : *De la Commune à l'Anarchie* ; *Les Joyeux de l'exil* ; *Pélagie, prison fin de siècle* (avec Jégou) ; *Révolution chrétienne et révolution sociale* et, surtout, sa *Philosophie de l'anarchie*.

Il collabora évidemment à notre *Libertaire*, au *Journal du Peuple* de Sébast, à la *Bataille Syndicaliste* et dernièrement il avait, dans *Le Peuple*, publié une intéressante autobiographie.

La semaine prochaine, notre ami Sébastien Faure, qui l'a bien connu, retracera sa vie dans le *Libertaire*.

Maintenant qu'il est mort, nous ne retenons qu'une chose, qui nous attriste : la disparition d'un vieux militant révolutionnaire et aussi d'un brave homme.

**

Les obsèques de Malato auront lieu vendredi 11, à 9 heures, au Columbarium du Père-Lachaise.

Reverrons-nous le joyeux temps des gueules de vache ?

Ce serait drôle si une masse importante du prolétariat français, si les syndicats ouverts n'étaient intoxiqués par ces professionnels d'une « révolution » qui ne peut que mener les travailleurs à un esclavage qui n'a rien à envier au nazisme ni au fascisme.

Et ce n'est pas « faire de l'hilérisme » que d'énoncer ces vérités premières.

Larue-Michel.

BAKOUNINE AVAIT RAISON



Ce pauvre vieux Léon — il s'agit de Blum — aura passé sa vie à se poser des cas de conscience. Il nous révèle dans un récent numéro du *Populaire* que lorsqu'il était aux prises avec « les difficultés de l'action parlementaire et gouvernementale », des doutes l'assaillaient sur le bien-fondé de la doctrine socialiste au sujet de l'action parlementaire.

« J'ai pu me demander parfois si notre tactique, bien qu'éprouvée et glorieuse, n'était pas viciée par une erreur initiale, et si jadis Bakounine n'a pas eu quelque peu raison contre Marx. »

Si Blum s'est posé cette question, il n'a qu'à écouter la voix des faits pour avoir la réponse. Il est difficile de constater une faillite plus complète que celle du socialisme parlementaire sous le Front populaire. Deux ans après mai 1936, les Deux Cents Familles dictent leur loi, les fascistes relèvent la tête, la condition des travailleurs est plus dure que jamais, et si jamais ceux-ci peuvent se targuer d'avoir acquis quelques avantages, ce n'est sûrement pas à l'action parlementaire qu'ils le doivent, fichtre non.

Et comment que Bakounine avait raison, et pas qu'un peu...



Léon Blum fut d'ailleurs, dans sa jeunesse, anarchisant élégant. C'était à l'époque de la *Revue Blanche*, où il collabora ; Barrès avait déjà fini de « cultiver son moi », mais Paul Adam écrivait un *Eloge de Ravachol*. Les cheveux se portaient longs et les cravates flottantes. La mode intellectuelle était aux sentiments rares et aux attitudes aussi excessives qu'offensives. Comme dit l'autre, ça ne tirait pas à conséquence...

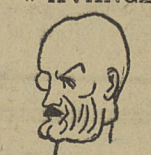
Blum ayant fini par comprendre rapidement, car il est très intelligent, que pour les gens « bien », l'anarchie ne mène à rien, devint conseiller d'Etat, avant de se jeter dans la politique active, en même temps que dans le parti socialiste... C'est ainsi que l'on peut devenir un jour président du Conseil. Il y a à cela des avantages, mais la faillite du Front populaire vient de le prouver une fois de plus, ils ne sont guère pour le prolétariat.

TRAVAILLONS, TRAVAILLONS...



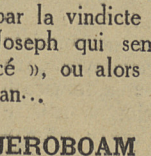
C'est le refrain sempiternel dont nous rebattent les oreilles des hommes publics, qui, dans le privé, n'en écosent d'ailleurs pas une... Ils font penser à ces choristes d'Opéra qui marchent à l'en-nemi en marquant le pas sur place. Ainsi, par exemple, l'émillionné Raymond Patenotre, qui, ministre de l'Economie Nationale (parfaitement !) fait actuellement une croisière d'agrément en Méditerranée. Les voilà bien les méfaits des « vacances payées » — payées cher...

JOSEPH NE VEUT PAS PARAÎTRE « AVANCE »



Caillaux, dimanche dernier, y a été, lui aussi, de son petit couplet, qui lui est d'ailleurs familier, sur la nécessité d'accroître la production. Le journal de Bailly a fait un sort plus que favorable au discours de l'ancien condamné de la Haute-Cour. Tant il est vrai que contre ces faîneurs d'ouvriers, il est facile entre « honnêtes gens » de s'entendre. Mais le plus chouette, c'est quand Joseph a dénoncé « ce mal redoutable des démocraties : la peur de ne pas paraître assez avancé ». Ainsi, pendant la guerre, ces ridicules couillons qui, pour paraître à la page, prenaient la défense d'un politicien poursuivi par la vindicte clemenciste. Ah ! ce n'est pas Joseph qui semblera désormais trop « avancé », ou alors ce serait à la manière du merlan...

JEROBOAM VEUT DES HOMMES



Pendant que le plus réactionnaire de nos journaux passe de la pomnade à Caillaux, l'Œuvre balance l'encensoir sous le vaste nez de Mandel, que dans des temps très anciens la feuille de Téry n'apelaient pas autrement que Jéroboam. Et, à propos de quoi cet enthousiasme soudain pour l'ancien exécuter des basses œuvres de Clemenceau ? A propos du discours que ledit Jéroboam a prononcé à la mémoire d'un vague fonctionnaire colonial, discours dans lequel il a magnifié la gloire de « notre » empire colo-

nial. Se haussant jusqu'aux cimes prudhommesques de la philosophie politique, Jéroboam a décrété que la condition première du « redressement français », c'était de faire des hommes de volonté et de caractère. Des hommes à la redresse, quoi. Et l'Œuvre de nous illustrer l'échantillon demandé en publiant en première page, et grand format, l'inraisemblable bobine de Jéroboam.

C'est égal, les mânes de Gustave Téry, en évoquant les coups de force répétés de la censure mandélienne contre l'Œuvre, ont dû plutôt la trouver saumâtre.

LE GENERAL REPOPULATEUR



Nous trouvons dans la *Réplique* un petit fait divers que les grands quotidiens n'ont guère commenté. La discrétion s'expliquera quand on saura qu'il s'agit d'un général. Celui-ci avait à son service une jeune bonne bretonne, qui ne savait ni lire ni écrire. Comme tout militaire qui se respecte, il devait se conduire chez lui comme en pays conquis. La conquête de la jeune Bretonne ne fut pas difficile. Elle ne tarda pas à être enceinte. Naturellement le général l'abandonna. Sa profession est faite plutôt pour tuer les enfants que pour les élever.

La jeune bonne s'accoucha elle-même. Elle eut la chance d'échapper à la mort, mais il n'en fut pas de même de l'enfant. Elle vient

de passer devant la XVII^e Chambre correctionnelle, pour homicide par imprudence. Elle fut condamnée à quatre mois avec sursis.

Tâchez d'apprendre à lire et à écrire dit le président en prononçant sa sentence. Dans le cas de cette jeune fille, les connaissances néomalthusiennes eussent été plus nécessaires. Mais pourquoi ce président si généreux n'a-t-il pas parlé du père ? Ce courageux défenseur de la Patrie, qui sans doute comme tous les hommes de sa profession se lamentent sur la dénatalité de la France, ne serait-il pas coupable de la mort de l'enfant ? Pourquoi aussi taire le nom de ce héros, sans doute couvert de décorations.

La France a bien les défenseurs qu'elle mérite.

Monsieur Dubalai.

Premier numéro de la S. I. A.

Vous pourrez lire dans le premier numéro de « S.I.A. » qui paraît aujourd'hui jeudi : *Présent* par Henry Torrès ; *Quand le chien est en chasse*, par Henri Jeanson ; *Le droit d'asile*, par René Belin ; *La Semaine de l'Homme libre*, par Georges Pioch ; *le procès du P.O.U.M.* ; *Le régime fasciste dans les colonies françaises*, par R. Louzon ; *Le peuple espagnol veut manger*, par Louis Ander ; *les articles de André Juin, Sébastien Faure, Baruta Vila, Chazoff, Huari, Sanchez-Saornil et les échos d'Armand Macé.*

UNE BELLE APRÈS-MIDI dimanche prochain à Lancry

Vous amèneront nombreux vos amis et connaissances dimanche après-midi à Lancry, pour entendre notre ami D'Avray et ses élèves, passer en revue quarante années de propagande révolutionnaire par la chanson. Ce sera une attrayante leçon d'histoire sociale et artistique. On ne s'y ennuiara pas, et puis on chantera en chœur. Ténors, barytons et autres sopranis sont conviés à éclaircir leur voix pour que les accents de la *Marche de l'U.A.*, composée par notre ami D'Avray, fasse trembler les murs !

L'U.A.



Joseph Prudhomme 1938 est inscrit au parti S.F.I.O.

Tout le monde connaît ce personnage symbolique qui représente à la fois la banalité commune, le sens commun et le pompiérisme adéquat à son époque. Celui qui consistait avec une gravité « perichonneuse » que le char de l'Etat naviguait sur un volcan, n'est pas mort ; républicain sous la République, louis-philippard sous Louis-Philippe et jusqu'au boutiste sous Poincaré, le personnage n'est pas mort et il nous est donné aujourd'hui de constater sa présence dans les rangs du parti socialiste S.F.I.O. Car, par l'effet sans doute d'une météorologie aussi imprévisible qu'inattendue, nous retrouvons aujourd'hui M. Léon Blum sous les traits même de M. Léon Blum.

Ah ! l'entends d'ici les protestations ! Comment ? Comparer ce petit bourgeois médiocre au ventre proéminent et au parapluie à aiguille que fut M. Prudhomme, à cette intelligence clairvoyante et lucide qu'est Léon Blum ? Quelle hérésie ! Quel non-sens !

Que non point, bonnes gens. Et s'il faut vous en convaincre, relisez le discours prononcé par ledit Blum-Prudhomme au Conseil National du Parti Socialiste. Examinez avec attention de quelle façon le leader S.F.I.O. examine le problème de la paix et en discute. Tour à tour parlant d'internationalisme et de défense nationale, de lutte révolutionnaire et de patriotisme indispensable, il en arrive aux mêmes conclusions que Prudhomme Joseph, brandissant son sabre en affirmant : « Il me servira à défendre la Constitution, et au besoin, à l'attaquer. »

De même façon, M. Léon Blum marxiste, reconnaissant en tant que tel que le prolétariat a des intérêts incompatibles avec les intérêts de sa propre bourgeoisie, que la classe ouvrière n'alla même rien engagé quand la minorité capitaliste qui le dirige, donne son accord à telle ou telle convention, déclare cependant devant les délégués nationaux de son parti internationaliste : « Le Parti doit accepter le respect des engagements souscrits. Les engagements avec la Tchecoslovaquie ont été renouvelés au nom de la France par un ministre socialiste. Il fallait donc les tenir. »

Alors, c'était la guerre ? Qui et non, répond M. Chèvre-et-Chou-Blum-Prudhomme soutenu dans sa thèse par M. Paul Faure. « Comme nous ne sommes ni « bellicistes », ni « pacifistes béhémots », nous nous refusons à ce qu'en aucun cas le prolétariat soit entraîné dans la guerre sans pour cela nier les nécessités de la défense nationale. »

Comprenez qui pourra, Les délégués sans doute du parti au Congrès qui ont applaudi ces paroles, aussi vigoureuses qu'énigmatiques. Et les électeurs des députés délégués qui les envoient au poste supérieur du parti et qui continuent à se considérer aussi pacifistes que vous et moi, tout en acceptant la loi de deux ans et en votant les crédits de guerre.

Et c'est en fonction de cet état d'esprit, parallèlement à cette ambiguïté dans le jugement, que M. Blum se laisse ainsi définir dans le *Populaire* :

« Un homme aussi pénétré que lui-même (Léon Blum) que la seule paix véritable est une paix désarmée, demeure persuadé que la France est obligée de faire un grand effort d'armement. » Encore une fois, que ceux qui comprennent la logique de ce raisonnement, se fassent inscrire. Nous avons connu jadis Gribouille qui se plongeait dans l'eau pour ne pas être mouillé par la pluie. Mais en ce temps, Gribouille faisait sourire. Personne n'eût eu l'idée d'en faire un leader de parti, encore moins un chef de gouvernement. Cet honneur ne devait échoir qu'à Léon Blum, petit-fils de l'hurluberlu légendaire. C'est en vertu aussi de ces fantaisistes prin-

cipes que Blum, invitant les hommes à se rassembler autour du parti S.F.I.O. pour la Paix, déclare, sans ambages :

« Il est impossible à un grand parti comme le nôtre, de dire que la guerre ne passera jamais. La guerre agressive, certes, mais l'autre, il ne le peut pas. »

Car on en est encore là, au parti S.F.I.O. A la guerre défensive et à la guerre agressive. Autrement dit, en prudhommesque langage « au sabre qui défend et au besoin attaque. »

Et c'est ainsi qu'au nom de la paix et pour ne pas voir se déchaîner les horreurs de la guerre, on préconise l'augmentation du nombre des avions de bombardement. C'est ainsi qu'ayant déclaré aux hommes qu'ils étaient divisés, non en nations, mais en classes, on les invite à faire trêve à leurs querelles de partis pour s'unir dans la commune défense de la Patrie. C'est ainsi que, tout en ayant réputation de grande intelligence, on radote complètement, ou mieux, comme on le dit en langage populaire, on « déconne ». Car M. Blum « déconne ».

Cet homme dont on a vanté la lucidité, nous prouve qu'il est un gâteux sinistre et nébuleux. Ses déclarations passées, ses discours de jadis sont noyés par les paroles qu'il prononce aujourd'hui.

Quand on a parlé de la solidarité des travailleurs de tous pays et de la non-solidarité des exploités avec leurs exploitateurs, on ne se fait pas l'apôtre de l'union sacrée et de la défense de la patrie.

Quand on a prôné le désarmement, on ne préche pas aux ouvriers la discipline et l'intérêt national pour leur demander de fabriquer beaucoup d'avions de bombardements.

Du fait qu'il prend délibérément place dans la cohorte des professeurs de lieux communs, des grands poètes de la banalité, Léon Blum corrobore l'opinion que nous émettions en commençant et prouve que M. Joseph Prudhomme a une place de premier plan dans les cadres du Parti. Car, comme le dirait aujourd'hui le ridicule personnage d'Henri Monnier, les tanks que confectionnent les prolétaires sont là pour protéger les libertés ouvrières, et au besoin les détruire.

Et Blum-Prudhomme, appelé peut-être un jour prochain à présider au lancement d'un nouveau prototype pourra, à l'issue du banquet traditionnel, répéter en l'adaptant au goût moderne la phrase de son grotesque aïeul : « Ce bombardier est le plus beau jouet de ma vie. »

MAURICE DOUTREAU.

PAPILLONS DE LA J.A.C.

La J. A. C. vient d'éditer une nouvelle série de papillons au prix de :

Le cent 2 50
Les cinq cents 11 »
Le mille 20 »

PIERRE KROPOTKINE

L'ENTR'AIDE

Un facteur de l'Evolution

(Nouvelle édition)

Un fort volume : 30 francs franco ; recommandé : 32 francs.

Je m'abonne au "Libertaire"

Pour six mois, un an (1), dont je vous

Signature :

envoie le montant, soit francs,

à partir du

FRANCE
52 Nos .. 28 fr.
70 Nos .. 14 fr.
Ghèque postal : Scheck Andre, Paris 487-78, rue de Bondy, 9, Botzaris 88-27

ETRANGER
52 Nos .. 36 fr.
70 Nos .. 18 fr.
NOM (2)
ADRESSE
VILLE
DEPARTEMENT

(1) Biffer la mention inutile.
(2) Ecrire lisiblement.

VITALITÉ DU MOUVEMENT LIBERTAIRE EN ESPAGNE

Un important Plenum général de la F.A.I., de la C.N.T. et des Jeunesses Libertaires

Pendant près de deux semaines s'est tenu à Barcelone le plenum national des comités régionaux des trois grandes organisations libertaires et anarchistes d'Espagne : F. A. I., C. N. T. et J. L.

C'est une puissante manifestation de la vitalité du mouvement libertaire espagnol aux prises avec des difficultés innombrables sur tous les terrains.

En premier lieu le plenum a évidemment renouvelé devant les masses l'affirmation liminaire que le triomphe de la cause antifasciste était la finalité suprême immédiate des trois grandes organisations ; mais cela ne signifie pas qu'elles abandonnent quoi que ce soit des finalités générales de l'anarchisme et de l'anarcho-syndicalisme, dont le communisme libertaire est l'expression sociale. Conscients des écrasantes responsabilités qui pèsent sur leurs épaules, les militants espagnols ne « jouent » pas avec le dévouement des masses qui font confiance à la C. N. T., à la F. A. I. et aux Jeunesses. Ne perdons jamais de vue, en effet, que ces trois organisations ont derrière elles des masses puissantes auprès desquelles elles sont responsables.

Par suite des vicissitudes et de la durée de la lutte le mouvement a été appelé ainsi à prendre des positions circonstancielles qui semblaient en opposition avec les théories générales de la C.N.T. et de la F.A.I. Ainsi par exemple la collaboration au gouvernement. A ce sujet le plenum a tenu à marquer nettement le sens de cette collaboration purement circonstancielle et a affirmé que la collaboration de la C.N.T. au gouvernement devait se comprendre comme le désir constant de la C.N.T. « d'interpréter les anxiétés du peuple espagnol », et de « consacrer toutes les énergies populaires au triomphe par les armes de l'antifascisme révolutionnaire ». (Soli du 22 octobre). Mais ceci posé, le plenum a ajouté cette affirmation catégorique que le mouvement libertaire tend et tendra toujours non vers les opportunités du moment, mais à « la sauvegarde des intérêts des masses ouvrières et paysannes, sur les lieux de travail, dans les tranchées, dont l'unique et authentique in-

terprète a été et sera toujours en Espagne le mouvement anarchiste. »

C'est encore une affirmation de principe sans équivoque que celle qu'a définie le plenum dans sa séance du 29 quand il a évoqué les buts sociaux du mouvement. Citons la Soli (numéro du 30 octobre) : « A l'unanimité il est décidé de réaffirmer tout et chacun des accords du Plenum Economique daté de janvier 1936 (c'est-à-dire avant l'insurrection franquiste), et d'exprimer la volonté de nous conduire à sa totale réalisation. Le plenum ratifie ces accords dans leurs aspirations communistes libertaires fondamentales, basées sur l'égalité des droits et des devoirs et assurant à tous et à chacun des composants de la société humaine, le maximum de liberté et de bien-être. Cette aspiration fondamentale doit se situer dans le cadre de la liberté d'expérimentation économique compatible avec les possibilités de l'Espagne et avec les postulats essentiels de l'anarchisme. »

A l'égard du Front Populaire, qui est en quelque sorte la formation politique officielle de l'Espagne républicaine, le plenum a maintenu son attitude de soutien en considérant que le Front Populaire doit être « l'expression de l'unité contre la barbarie capitaliste et l'organisme qui doit recueillir les vœux ardents et les nécessités morales et matérielles du peuple espagnol ». Sous une forme voilée on sent la différence fondamentale qu'il y a entre cette position et celle des autres composants du Front Populaire qui vont répétant, tant à l'intérieur de l'Espagne qu'à l'extérieur, que le peuple de ce pays ne s'est soulevé que pour assurer la victoire de la démocratie classique et revenir à la situation antérieure au 19 juillet.

Le plenum décide par acclamations que le mouvement libertaire dénoncera devant l'opinion publique « tous ceux qui feront une politique de parti en exploitant les moments actuels et dans l'insouciance des intérêts généraux des travailleurs espagnols ».

Enfin le plenum a réalisé un labour de mise au point considérable. Nous ne disposons pas encore d'éléments d'information

suffisants pour tenir nos lecteurs au courant de tous les détails de cette puissante affirmation de force du mouvement espagnol. Quand nous serons en possession des accords officiels nous reviendrons sur ce sujet qui offre pour la propagande en général un intérêt de premier plan.

Bornons-nous à rapporter que le plenum a encore pris d'importantes décisions sur l'organisation et la structure de l'armée populaire, sur les Jeunesses Libertaires, sur l'esprit universaliste du mouvement libertaire « qui soutient le principe de l'unité morale et culturelle des peuples et leur solidarité dans l'indépendance économique, repoussant les propagandes raciales et d'étroit nationalisme qui ne peuvent aboutir qu'aux totalitarismes fascistes ».

Dans le domaine de l'organisation intérieure du mouvement libertaire en tant qu'instrument de liaison des trois grandes formations libertaires, des décisions ont été prises qui attribuent sa direction à un comité formé de délégués de la F. A. I., de

L'INOUBLIABLE DURRUTI



dont nous célébrerons
lundi 21 la mémoire

la C. N. T., des J. L., avec, évidemment, la participation de droit des trois secrétaires généraux.

Une caractéristique essentielle du mouvement anarchiste espagnol, c'est l'esprit de synthèse mutuelle des différentes tendances qui s'affrontent. De part et d'autres on s'efforce toujours de trouver un terrain d'entente qui évite les heurts externes si préjudiciables à toute organisation.

Certes, le mouvement libertaire espagnol n'est pas à l'abri des luttes internes, celles-ci peuvent même avoir de graves conséquences. Mais ses adversaires eux-mêmes sont contraints de reconnaître que la santé et l'influence dont il jouit, malgré les terribles événements auxquels il a dû faire face, sont redevables à cet esprit de tolérance mutuelle orientée vers les tâches constructives plutôt que vers les discussions stériles du maoïsme idéologique. C'est un exemple qui n'est pas seulement valable pour les partis politiques.

Chamberlain vient à Paris organiser l'assassinat de l'Espagne antifasciste

Chamberlain et lord Halifax seront à Paris le 22 novembre. Ce voyage fait suite à la promenade de Munich. Les représentants de la City viennent à domicile dicter leurs ordres.

Hitler exige pour continuer ses discussions que le gouvernement anglais ne soit composé que d'hommes ayant son investiture. L'homme au parapluie lui donne satisfaction. Avec un cynisme effroyable, lord Halifax a déclaré que Mussolini n'accepterait jamais la défaite de Franco. Puisque le dictateur romain l'exige, Chamberlain s'incline. Il ne veut pas faire la moindre peine à son ami. L'Espagne ouvrière sera donc sacrifiée. C'est ce honteux marché que sont venus traiter à Paris les ministres britanniques.

L'or de la City soutiendra le franc et le droit de belligérance sera accordé à Franco. La politique de non-intervention n'étant pas venue à bout de la résistance énergique des travailleurs ibériques, la bourgeoisie mondiale veut la briser par un renforcement du blocus. Nos gouvernements savent ce que cela représente. Ils savent que Franco ne s'emparera de Madrid, de Barcelone, de Valence que lorsque ces villes seront un monceau de ruines. Ils connaissent la volonté farouche de nos camarades de la F. A. I. et de la C. N. T. Ils savent qu'ils résisteront jusqu'au bout. La victoire de Franco ne se réalisera que sur une Espagne couverte de ruines fumantes. L'horreur de la Commune sera dépassée. Des centaines de mille de prolétaires seront fusillés par les bandes fascistes. Mais ceci n'est pas fait pour émouvoir le cœur des dirigeants anglais. La réponse ignoble de Chamberlain au major Attlee en ce qui concerne la Chine en est la démonstration. Les ruines ne sont pas faites pour attrister les banquiers de Londres. Au contraire, ils s'en réjouissent. Ils savent que Franco sera obligé de faire

appel à eux pour reconstruire l'Espagne. C'est le calcul ignoble qui les guide. Que leur importe que Mussolini ou Hitler s'installent en Espagne, si cela est une source de profits ?

C'est par la faim qu'ils veulent triompher des travailleurs espagnols et c'est pour cela qu'ils sont décidés à appliquer le blocus. La misère est considérable en Espagne gouvernementale.

Nos camarades voient venir l'hiver avec inquiétude. Comment pourront-ils alimenter toute cette population ? Et les Etats démocratiques refusent de leur vendre les produits dont ils ont besoin... Nous ne cessons de dénoncer ce fait scandaleux, la France a trop de blé, qu'elle va transformer en alcool et elle refuse d'en vendre à l'Espagne. L'or pour le payer est dans les coffres de la Banque de France et nos dirigeants, qui se plaignent que la balance commerciale de notre pays soit déficitaire, refusent d'accepter le beau métal. Et cela pour plaire à Chamberlain et aussi parce qu'un groupe de financiers français a prêté de l'argent à Franco et que l'or espagnol lui sert de garantie. Nos gouvernements pourraient-ils se montrer plus crapuleux ?

Pourtant, en examinant le problème sous l'angle de la lutte de classe, nous reconnaissons que la bourgeoisie est logique avec ses intérêts en aidant à l'assassinat de la Révolution espagnole prétexte de la Révolution mondiale, mais il n'en est pas de même du prolétariat.

Il n'est pas possible que, sans manquer à son devoir, le Congrès de Nantes se termine sans que la C. G. T. s'engage à mener une action dans notre pays pour obliger notre gouvernement à fournir à l'Espagne le blé en excédent, des vivres de toutes sortes et aussi... des armes.

R. FREMONT.

LA VOLONTÉ DE GUERRE DU P. C. F. (1)

Le National-Communisme conduit à la guerre impérialiste et à la trahison révolutionnaire

Dès qu'est annoncée la nouvelle conférence Chamberlain-Hitler qui doit se tenir à Godesberg, nos nationaux-communistes enragent une fois de plus. Ils craignent que la guerre l'idéuse qui rôde à nos portes ne leur échappe. Ils ont su tirer maximum d'arguments que leur ont fournis les erreurs, les fautes et les crimes des gouvernements anglais et français. Ils ont exploité à fond le trouble apporté dans la situation internationale, et n'ont point caché le désappointement que leur causait l'acceptation tchécoslovaque des conditions de Hitler, rapportées par Chamberlain de Berchtesgaden. Au seuil de cette dernière décennie de septembre, qui va s'ouvrir sur l'entrevue de Godesberg, leur désir de voir échouer celle-ci s'avoue cyniquement. Et leurs efforts se multiplient afin de faire vibrer toutes les cordes sensibles de la bête humaine — la bête à front de taureau, disait le poète...

Certes, après trois quarts de siècle d'internationalisme révolutionnaire, depuis qu'existe une presse ouvrière, jamais l'entendement des masses prolétaires n'avait été mis à aussi rude contribution qu'avec l'instauration des méthodes stalinien-nes, qu'avec ce système des cent et une « lignes » politiques qui, successivement, furent, chacune, la seule, l'unique, la vraie. Jamais, non plus, depuis le ralliement « patriotique » des bolcheviks, et tous les reniements qui en découlent nécessairement, la presse moscovitaire ne s'était montrée à ce point experte dans l'art de faire avaler mille couleuvres à ses infortunés lecteurs. Mais jamais, encore, elle n'avait fait étalage de tant d'ignominie depuis que l'instant lui paraissait, enfin ! arrivé de précipiter le peuple dans la guerre infâme. Septembre 1938 aura vu l'apogée de la trahison de tout le mouvement ouvrier révolutionnaire, la trahison du peuple même, par un parti prétendant prolétarien et les vachettes de plume à sa dévotion.

RECRUESCENCE DU PATRIOTISME ET DE L'HYPOCRISIE

Pourtant, si bien orchestrée qu'ait été la partition, des fausses notes se sont fait entendre, des oublis ont été commis. Certains « intellectuels représentatifs » des manifestes véritablement pacifistes, « la démagogie elle-même — qui l'eût cru ! — a eu ses défaillances. A la veille de Godesberg, il convient au plus vite de réparer ces fautes de manœuvre, de pousser au paroxysme l'exaspération du sentiment national des masses.

C'est Ce Soir (21 septembre, 1^{re} page) qui trouve des accents émouvants pour exalter les souvenirs de la « dernière », les souvenirs de Verdun :

« Nous, les anciens légionnaires, nous avons lutté à Verdun pour la France, et la France veut oublier notre pacte et le sang versé en commun... », déclare à notre envoyé spécial un ouvrier tchèque, à Prague.

C'est Paul Nizan, dans le même numéro de Ce Soir (3^e page) qui reprend pour thème de son article les paroles de Winston Churchill :

Les gouvernements britannique et français avaient à choisir entre le déshonneur et la guerre. Ils ont choisi le déshonneur et ils auront la guerre.

Ce mot cruel de l'illustre homme politique anglais est, hélas ! justifié en partie..., mais d'un point de vue national et étatique, avec lequel les peuples n'ont absolument rien à voir. De plus, sous un autre angle, il reste l'expression seulement d'un homme d'Etat britannique, qui défend une politique anglaise par d'autres moyens que Chamberlain, mais rien d'autre qu'une politique anglaise... Ces considérations élémentaires, depuis longtemps elles ne hantent plus les esprits chauvins des nationaux-communistes.

L'Humanité, elle, s'avise qu'il est sage de réparer un oubli bien un peu légèrement commis, de ressortir la vieille terminologie déclamatoire des meetings, de prouver aux bons bougres que rien n'est changé. N'avait-on pas, ou presque, oublié les marchands de canons ? C'est, naturellement, Jacques Duclos (21 septembre, 1^{re} et 2^e pages) qui, en deux bonnes colonnes, se charge de le dire, ces profiteurs de guerre ! Comprenez qui pourra ! Car, tout de même, à moins de supposer que la guerre moderne ne se fera qu'à coups de boules puantes ou de confetti, c'est faire preuve d'une belle dose d'hypocrisie et de démagogie de s'affirmer belliste 100 % et de dénoncer en même temps les marchands de canons. Mais la joberie des lecteurs est infinie...

On amuse le communiste moyen de ces calembredaines, dans le même temps qu'on lui en fourre plein la vue en l'assurant qu'on se préoccupe toujours de faire aboutir la retraite des vieux, par exemple, et que l'on soutient, comme la corde soutient le pendu, la grève des gars du bâtiment. « Classe ouvrière, d'abord et malgré tout. »

ECHÉC AUX « CATASTROPHES INFAMANTES » !

Tout de même, la situation s'aggrave et le moment est arrivé de jouer le tout pour le tout. Le Comité Central et le groupe parlementaire communistes réunis publient l'Humanité, 22 septembre, 1^{re} page) une résolution. En voici quelques extraits :

Le peuple de France voit avec inquiétude s'accumuler les dangers de servitude et de guerre, conséquence d'une politique de capitulations successives devant le fascisme international.

Alors que chaque Français digne de ce nom ressent cruellement l'humiliation infligée à notre pays, le Comité Central du Parti Communiste français, réuni en commun avec le groupe parlementaire, se fait l'interprète de l'indignation, des volontés et des espérances de la nation laborieuse.

« L'humiliation » de ne pas faire la guerre !... Les « espérances » — le mot y est, n'est-ce pas ? — de faire casser la g... aux autres ! Cynisme révoltant...

Le peuple de France sait que cette politique a été imposée, contrairement à la volonté légale du pays, par la réaction et les profiteurs de guerre, qui veulent détruire les lois sociales du Front populaire, etc... Contre la réaction et les marchands de canons qui trahissent les intérêts

de la France, qui organisent et prolongent les fautes fautes de guerre civile, etc., etc...

Rien n'y manque, vous dis-je. Jusqu'à l'invocation de la « volonté LÉGALE du pays !... ». Est-ce bien pour cela, électeurs du Front populaire, que vous avez voté en 1936 ?... D'ailleurs, cette résolution n'est que le résumé du rapport de Maurice Thorez, que l'on trouvera reproduit in extenso dans la 8^e page de L'Humanité du 23 septembre.

Maintenant que les dés paraissent devoir être jetés et que la négociation de Godesberg, qui s'ouvre le lendemain, apparaît des plus délicates et vouée à un échec quasi certain on fait étalage des « engagements » tardifs de l'U.R.S.S. que, pour la première fois depuis le différend germano-tchèque, celle-ci vient de prendre, si l'on peut dire, par la bouche de Litvinov dans une déclaration à Genève :

Nous sommes décidés à remplir nos engagements d'après le pacte et à prêter assistance à la Tchécoslovaquie en même temps que la France, par les moyens dont nous disposons. Nos autorités militaires sont prêtes à participer immédiatement à une conférence avec les représentants militaires de la France et de la Tchécoslovaquie, pour envisager les mesures qu'exige la situation. (Humanité, 22 septembre, première page).

En même temps que la France !... Alors, si la France trahit, l'U.R.S.S. trahit aussi ? Le grand Staline ne serait-il qu'un sous-Daladier, et Litvinov un sous-Bonnet ?

Gabriel Péri, lui, le même jour (3^e page) exhale sa bile sur quatre colonnes, et conclut sur une menace :

...A moins que nous n'arrêtons avant, les responsables de ces catastrophes infamantes...

Les « catastrophes infamantes » ce sont les négociations qui reculent l'échéance de la guerre !

Cependant, les agitateurs stalinien-nes ne restent pas inactifs et poussent de plus en plus à la guerre. La « foule » manifeste à Prague. Le gouvernement tchécoslovaque, jusque-là paré de toutes les grâces et de toutes les vertus, devient, subitement, tîde, suspect. On descend dans la rue pour exiger sa démission, acclamer comme un sauveur le général Sirovy. On aura tout vu, décidément. Les « délégués syndicaux » français sont à Prague, et poussent à la roue, assurant aux frères tchèques que le peuple français tout entier, qu'ils « représentent », est pour la guerre à ses côtés. Bien confuses, quand même, ces manifestations ! L'Humanité du 22 annonce 10 à 15.000 manifestants. Ce Soir, le lendemain, rétablit une juste proportion : 250.000 personnes et n'en parlons plus. D'autant que le gouvernement Hodza, sous l'aiguillon du courroux populaire, a dû laisser la place au général Sirovy, « héros national ». Avec à sa tête un « gouvernement fort », la Tchécoslovaquie fera front aux négociateurs de Godesberg. Ceux-ci n'ont qu'à se bien tenir. Et pour les y contraindre, d'une part, de l'autre pour encourager Prague dans sa résistance, l'Union des Syndicats de la Région Parisienne organise pour le 23 des meetings de protestation à la sortie des usines, et préconise le dépôt de « messages de solidarité à la légation de Tchécoslovaquie ». Ça non plus, ne l'a jamais vu : les organisations syndicales françaises vont intervenir ouvertement pour pousser à la guerre. Honte, tristesse, déshonneur !... La C.G.T. elle-même n'a pas voulu être en reste. Avec sa plus importante Union colonisée. Par la bouche de Racamond, elle se trouve associée officiellement et tout entière à ce jeu écoeurant dans une « interview » qu'accorde à l'Humanité du 23 (1^{re} et 2^e pages) le secrétaire confédéral.

Rien n'est négligé, et Gitton et Hénaff « se rendent d'urgence à Prague pour apporter au peuple tchécoslovaque, l'assurance de la solidarité du peuple français ».

Mais devant ce branle-bas de combat de nos foudres de guerre, qu'elle est donc l'attitude des premiers intéressés, des Tchèques eux-mêmes ? Celle-ci, que définit, avec dignité, un message du gouvernement de Prague :

C'est un événement sans précédent dans l'histoire : nos alliés et nos amis nous ont imposé des conditions qu'on impose d'ordinaire à des ennemis vaincus. Mais nous ne sommes pas vaincus, et si notre gouvernement a décidé d'accepter ces conditions cruelles il l'a fait pour sauvegarder le pays d'une suignerie inutile... Dieu sait qu'aucun honnête homme ne pourra dire que c'est par lâcheté que nous avons autorisé notre premier ministre à annoncer à la France et à l'Angleterre que nous nous résolvions à nous sacrifier à la paix du monde, comme il y a des siècles Dieu s'est sacrifié sur la croix pour l'humanité (23 septembre).

JUBILATION : LA GUERRE EST LA !...

Malgré cette activité prodigieuse, en dépit de ce déchaînement furieux des nationaux-communistes affamés de carnage, la paix a encore une toute petite chance d'être préservée. Chamberlain et Hitler négocient à Godesberg. De la négociation même nous ne dirons rien que chacun ne sache.

Gabriel Péri ne veut voir qu'une chose : Godesberg ou pas Godesberg, le peuple de France a été trahi par son gouvernement. Il faut laver cette honte :

Tout cela prouve que le temps presse et qu'il faut abréger l'agonie. Il est monstrueux de penser qu'à travers l'univers, partout où sont des hommes libres, le nom de la France est aujourd'hui conspu. Nous avons besoin de nous laver de cette honte (Humanité, 23 septembre, 3^e page, 3^e colonne).

Tous les espoirs restent permis, jusques et y compris celui de « laver cette honte » dans le sang des hommes. En effet, les possibilités de paix sont si minces, les appétits « stériliens » si démesurés, Chamberlain si pusillanime et si désemparé depuis Berchtesgaden que la négociation, après avoir marqué un temps d'arrêt, est brusquement rompue. Hitler a été trop gourmand : il a présenté de telles exigences exorbitantes que le vieux Chamberlain a eu un recul, un sursaut et a dit : Non !

JEAN LAVALLETTE.
(Voir la suite en 4^e page.)

(1) Voir Le Libéraire des 6, 13, 20 et 27 octobre.

MALADE MAIS PAS ENTERRÉ...

Le dernier slogan bolcheviste :
La conférence internationale

En somme, rien n'est définitif. Pour des raisons de stratégie électorale dominantes, le Front Populaire se survit à lui-même.

D'un côté, un important secteur du parti radical, Herriot, se détache de Daladier. Ceux-là ne voudront jamais rompre avec Moscou et donc avec le bolchevisme.

D'un autre côté le parti socialiste, dans sa majorité modératrice, Léon Blum, proclame une amnistie à l'égard du bolchevisme et lui conserve son appui quoi qu'il arrive.

Quant à la C.G.T. sous l'emprise du bolchevisme, il va sans dire qu'elle ne saurait manifester la moindre velléité de rompre avec le Front populaire.

La situation ne se présente donc pas aujourd'hui tellement mauvaise pour le Parti de Moscou ; on pourrait même dire qu'elle s'est améliorée, les positions prises, en ordre de bataille, étant plus nettes.

Le bolchevisme dispose d'un grand nombre d'atouts de première main :

Défense des lois sociales.

Défense nationale « sabotée par les Capitalistes ».

Défense des fonctionnaires.

Défense de l'Espagne républicaine.

Défense de la Paix par une politique de fermeté des démocraties et une conférence internationale opposée au Pacte à quatre.

(Nous ne parlons même pas de la défense des vieux.)

Le bolchevisme tire à lui toute la couverture. Pour l'homme de la rue, comme pour l'homme moyen de l'atelier, il apparaît le défenseur attitré de la bonne cause. Même celui qui, aux heures de septembre s'était posé la question : où le bolchevisme nous mène-t-il ? revient sur son impression première ; maintenant que l'image du péril s'estompe dans l'oubli, il se dit : « Après tout, le bolchevisme a peut-être raison. On nous a joué la comédie, l'impérialisme nous a possédés !... »

La situation de ceux qui ont défendu effectivement la paix devient, dans ces conditions, extrêmement difficile. Ils ne peuvent plus défendre la paix selon leur conception, la seule bonne et la seule saine, sans être incriminés de « faire le jeu du fascisme ». Ils ne peuvent pas affirmer leur opposition à la défense nationale sans être accusés de faire le jeu de Hitler. Et comme tous les problèmes se tiennent, se « conditionnent » les uns les autres, forment un tout, aucune échappée n'est possible. Ou se retrancher, s'isoler, ou se laisser aller au fil des événements et accepter d'être mené par le Bolchevisme...

Or, si l'accusation de « faire le jeu de Hitler » n'est pas encore sanctionnée en France, comme l'accusation de trotskisme l'est en Russie, comme l'accusation d'« incontrôlable » ou de membre de la « 5^e colonne » l'est en Espagne russe, elle n'en attire pas moins sur l'hérétique l'excommunication majeure. En attendant le tchékiste ou l'homme de main, le fanatique des cellules prononce la sentence et la meute aboie.

Il est donc extrêmement dangereux individuellement de s'opposer au bolchevisme. Mais on pourrait souhaiter, désirer que les organisations qui ont pu conserver une certaine santé morale, que les hommes-drapeaux qui ont gardé le sentiment de la dignité, parlent haut et ferme.

On le souhaiterait pour l'honneur du syndicalisme.

Parmi les slogans dont, à mon avis, il importerait de mettre à nu la malice est celui qui, d'une façon insidieuse, postule, au nom de la classe ouvrière, la tenue d'une conférence internationale appelée à « construire la Paix ».

Que la classe ouvrière ait l'œil sur les démentis des Etats, c'est assez normal et c'est même nécessaire. Mais qu'elle s'érige en conseillère de ces Etats, qu'elle propose des

plans de paix, qu'elle prétende jouer en sous-main un rôle diplomatique, c'est avouer qu'elle participe directement à l'Etat, qu'elle est intégrée dans l'Etat, qu'elle est l'instrument d'une certaine politique, qu'elle est au service d'un certain Etat.

Et quel est cet Etat ? L'Etat du bolchevisme réalisé. L'Etat russe.

Sous couvert donc de propulser une conférence internationale des Etats, la classe ouvrière de France s'affirme, intimement incorporée au jeu diplomatique de la Russie.

Ce rôle n'est pas seulement contraire aux affirmations du syndicalisme, il est contraire à la sécurité et à l'intérêt de la classe ouvrière.

Qu'est-ce en effet que cette conférence internationale. Une machine dans le goût de la Société des Nations. Une machine dont les organes ne pourraient pas même être assemblés, puisque la S.D.N. elle-même n'a pas pu les engrener. Une machine qui, en supposant que, par extraordinaire, Mussolini, Hitler et d'autres daignent y entrer, ne fonctionnerait pas vingt-quatre heures.

Aucun doute que les promoteurs de cette machine en connaissent l'impraticabilité. Impraticable et impossible en fait, son thème de la « sécurité collective » ou corrigé, n'en est pas moins tourné contre le système inauguré à Munich, baptisé péjorativement Pacte à quatre.

Ce système en effet a le grand malheur d'exclure l'U.R.S.S. sans l'exclure. Les puissances qui ont entre elles des comptes à régler délèguent leurs dirigeants ou leurs dictateurs pour qu'ils étudient en commun les problèmes à résoudre et tâchent de trouver des solutions écartant le recours à la force, c'est-à-dire la guerre, péril majeur.

On peut penser que l'on voudra de ces réunions. Elles ne sont certes pas d'inspiration wilsonienne et démocratique. Elles ne sont pas dans les normes de la diplomatie traditionnelle. Elles procèdent de l'esprit des dictatures. Oui. Mais elles sont les seules qui puissent aboutir. On dira que les résultats sont acquis sur les plus faibles, que les concessions ne paient pas, que la guerre subsiste comme *ultima ratio*. Cependant, si les concessions sont logiques et justes, et si la solution amiable des problèmes doit être le prélude à une limitation des armements, les peuples n'y trouveront-ils pas leur compte, finalement ?

Au demeurant, la classe ouvrière n'a pas plus à soutenir le système munichois qu'elle n'a à propulser la Conférence internationale ou la S.D.N. — celle-ci étant morte de sa belle mort et celle-là n'étant pas viable.

Mais intervenir sur un terrain qui n'est pas le sien, et y intervenir pour faire le jeu d'un Etat russo-asiatique dont les intérêts vitaux sont étrangers à ceux des Etats occidentaux, ce n'est pas vouloir la pacification européenne, c'est chercher à susciter de nouvelles et terribles menaces de conflit armé.

Or toute la politique syndicale du bolchevisme est orientée dans cette direction : la guerre et le fascisme. Une grande prudence, une grande circonspection, une fermeté éclairée s'imposent devant l'action que le bolchevisme compte entreprendre et dont il a déjà mûri les plans, soyons-en certains.

Ce n'est pas le moment de se gargariser de formules démagogiques.

La situation est étrangement trouble. Et les meilleurs prétextes peuvent être exploités pour des fins étrangères au prolétariat en général.

Pour écarter les pièges, il ne suffirait pas d'une indépendance nominale de la C.G.T. telle que le Congrès de Nantes s'appête à la proclamer à nouveau, il faudrait une condamnation formelle du Parti inféodé à Moscou, une réputation formelle de son action et de sa doctrine, et la ferme volonté exprimée de résister à ses entreprises suspectes.

RHILLON.

Union Anarchiste — Fédération Parisienne
Secteur Nord-Est

POUR LA DEFENSE DE LA PAIX
POUR LA SAUVEGARDE DES CONQUETES SOCIALES

le 17 novembre, à 21 heures, grande salle des Fêtes

206, quai de Valmy (rond-point de la Villette)

Orateurs : Sébastien Faure, Chazoff, Patorni, Frémont.

Les Charbons du "Libertaire"

TARIFS

Livré à partir de 250 kilos, pour PARIS SEULEMENT. Pour livraisons en banlieue diminution de 50 francs par tonne (octroi communal et supplément).

ANTHRACITE ANGLAIS PAYS DE GALLES		La tonne	500 kil.
Gaillottes 50/80	Fr.	720	380
Noix 30/50		750	375
Grains 15/25		680	340
Grains 10/15		600	300

ANTHRACITE RUHR		La tonne	500 kil.
Gaillottes 50/80		640	320
Noix 30/50		650	325
Grains 15/25		600	300

ANTHRACITE BELGE (d'origine)		La tonne	500 kil.
Gaillottes 50/80		625	312 50
Noix 30/50		645	322 50
CHARLEROI 1/2 GRAS (Garanti d'origine)			
Gaillottes 50/80		600	300
Tête de moineau 30/80		630	310

FLAMBANT		La tonne	500 kil.
Gaillottes 50/80		435	217 50
Tête de moineau 30/80		445	220
Braisette 20/30		423	210

COMBUSTIBLES DIVERS		La tonne	500 kil.
Anthracine Calorex		530	265
Briques de lignite		540	270
Coke métallurgique		450	225
Bois de chauffage		370	185

Exceptionnellement jusqu'au 31 décembre, BOULETS EXTRA par 500 kilos seulement, 420 FR. LA TONNE.

LA PROPAGANDE
PAR LA PAROLE

Doutreau est en tournée, notre ami Sébastien Faure est sur son départ. De nombreux camarades des groupes de la région Nord ont dû recevoir de l'U.A. un appel pour l'organisation d'une tournée que nous projetons pour le commencement de décembre. Me répondre au plus vite à ce sujet.

D'autre part, plusieurs camarades de la région Nord nous demandent d'organiser dans cette région, l'insistance auprès de tous les groupes afin de se mettre au plus vite en communication avec moi. M'écrire au « Lib », 9, rue de Bondy, Paris (X^e).

Ch. D.

Ici notre troisième liste de souscription du 24 octobre au 5 novembre. On voit qu'elle continue à donner d'excellents résultats qu'il faut encore intensifier et accroître.

L'œuvre tous pour
LA PROPAGANDE PAR LA PAROLE

Maugé, 10 fr.; Tamisier, 100 fr.; Raitzon 3^e vers., 30 fr.; Groupe de Viry-Châtillon, 100 fr.; Oupré, 25 fr.; Saché, 30 fr.; Bassi Secundo, 10 fr.; Groupe de Montpellier, 140 fr.; Sol Fernand, 10 fr.; Balderelli, 30 fr.; Groupe culturel de Tarbes, 100 fr.; Pacel, Henri Dié et Pascal, de Marseille, 20 fr.

Le trésorier : Barzangette.

Le National-Communiste
conduit à la guerre impérialiste(Suite de la 3^e page.)

Et l'espoir de renaitre au camp « belliqueux ». Cette fois, la guerre apparaît inévitable. Hitler exige l'occupation du territoire sud-est avant le 1^{er} octobre. Il masse ses troupes à la frontière et Prague répond à la menace par la mobilisation générale (23 septembre). Les événements se précipitent. La France, à son tour, « écriète la mobilisation de deux échelons, le 25. Ça y est : les jeux sont faits !

Quelle attitude, croyez-vous, y a-t-elle des nationaux-communistes ? Ils exultent, bien sûr ! Mais avec quelle modestie, quelle discrétion ! Ils sont tellement sûrs, à présent, que « l'affaire est dans le sac » qu'ils ne veulent point gâcher d'aussi belles perspectives par « maladresse ». Eux qui, depuis près d'un mois, ont injurié tout un chacun, les ministres et les diplomates, les français comme les étrangers, leurs adversaires comme leurs amis — ces derniers quand ils n'allaient pas assez vite ni assez loin — eux qui ont été en désaccord avec tout le monde, sont aujourd'hui d'accord avec chacun, puisque la guerre est à nos portes. Après avoir « ng... », les gens, on les encense. Tout sucre et tout miel. Chamberlain, qui a été traité de tous les noms et traîné dans la boue, est devenu un grand politique, honnête et courageux. Daladier est un saint, et Bonnet presque un ange...

Dès lors que nos hommes d'Etat et les autres ne nous refusent plus rien et acceptent la fatalité de la guerre, soyons gentils avec eux et rendons-lui la politesse. A la mobilisation française, le samedi 25 septembre, répond LE MEME JOUR l'annonce que la grève du bâtiment prendra fin dès le lundi. Parole d'honneur ! Parole tenue...

Il n'est plus, désormais, que d'entretenir le moral, tout en veillant au grain. Sagesse exemplaire sur toute la ligne !... Ce qu'a publié la presse communiste du 25 au 30 septembre : « coup de théâtre » de Munich, n'ajouterait rien en effet, à cette trop longue « émonstration ». Toutes les conditions sont réunies pour que la guerre éclate enfin, rien n'a été négligé pour qu'il en soit ainsi. Les consciences sont en paix : les hommes auront la guerre.

Au reste, ces messieurs sont amplement comblés. Nous n'entendons plus parler, avec satisfaction, de deux bienfaits de la sécurité collective enfin retrouvée, de fermeté à maintenir inébranlablement, d'égale de la force tchécoslovaque (35 divisions, mon cher, vous vous rendez compte), de la force française, des appoints roumain et yougoslave, de la mobilisation de la marine anglaise (la plus forte d'Europe, camarade !), des bienfaits de la résistance concertée des démocraties, mais pas trop du « colosse » russe, quand même ! Et l'espoir se trouve encore raffermi quand Hitler prononce son discours au Sportplatz (26 décembre), auquel Péri a soin de répondre : « Pas plus loin ! » (*Humanité*, 27 septembre, 3^e page), quand le même Hitler exige à son mémorandum une réponse pour le 28 septembre, avant 14 heures, faute de quoi il décrètera la mobilisation générale !

On sait la suite, que cette ultime menace ne s'est pas réalisée et que, par une « catastrophe infamante » imprévisible, la guerre n'a pas eu lieu, grâce à la conférence de Munich et à ses résultats imparfaits, certes, mais malgré la criminelle volonté de guerre des nationaux-communistes qui se sont, en ces jours de septembre à jamais deshonorés en tant que PROLETAIRES, EN TANT QUE REVOLUTIONNAIRES, EN TANT QU'HOMMES, et qui ont perdu désormais le droit de parler au nom des peuples qu'ils ont trahis en voulant les faire s'entr'égorguer.

J. L.

LA CHANSON REVOLUTIONNAIRE
AUX GROUPES DE LA BANLIEUE

J'ai choisi le dimanche 13 novembre en matinée pour donner cette rétrospective de mes œuvres révolutionnaires afin que les groupes de la banlieue puissent plus facilement assister à cette manifestation artistique et de propagande.

Vous pourrez vous rendre compte que la chanson révolutionnaire a conservé toute sa force, et qu'elle est restée un puissant levier capable d'exposer, de défendre, et de faire aimer notre idéal anarchiste.

Je vous offre d'organiser au profit du « Libertaire » cette manifestation d'art et de propagande dans vos localités.

RENDEZ-VOUS A TOUS SALLE LANCY LE DIMANCHE 13 NOVEMBRE, A 14 HEURES 30.

CH. D'AVRAY.

LA BOITE
AUX BOUQUINS

par Maxime Gorki

« Le savant russe est le collaborateur actif et influent du pouvoir. »

Cette parole de Gorki éclaire tout le livre. Dans les pays totalitaires, le savant et non pas seulement l'homme de science, mais l'écrivain, l'artiste, le philosophe, doit, pour vivre et continuer sa tâche, servir docilement le pouvoir. L'intellectuel quitte sa tour et s'engage dans la brigade des acclamations. Quelle déchéance ! Non que le repliement sur soi-même nous paraisse la meilleure éthique pour l'humanisme. La conception de l'art pour l'art n'est valable que pour les grands Maîtres, puissants créateurs de Beauté, dont l'œuvre, si elle n'a pas d'utilité immédiate pour le peuple, contribue à son enrichissement spirituel. Trop souvent l'hermétisme, le snobisme, dans la forme et dans les idées, le culte du rare, la recherche des difformités, des monstruosité sentimentales, dissimulent l'appât d'écrivains ratés, d'artistes sans talent, de petits personnages qui prennent leur nombril pour le centre de l'univers. Et la science pure peut être dangereuse pour l'humanité.

L'œuvre d'art comme la recherche scientifique n'ont de valeur véritable, incontestée, que si elles aident l'homme à se libérer, à vaincre les forces hostiles de la nature et fuir la géologie infecte où le tiennent ses préjugés, la laideur du monde et la cruauté de ses dirigeants. Servir l'homme c'est lutter contre le pouvoir car l'autorité est toujours dirigée contre l'individu. Servir l'homme c'est lui montrer la médiocrité de son existence, la pourriture qui l'entoure dans la société bourgeoise ou totalitaire, c'est lui faire tater ses chaînes et l'appeler à la révolte. C'est, le jour venu, se lancer avec lui dans la bataille. Ce noble service exige l'attachement constant au réel dont il faut montrer l'horreur non comme certains littérateurs qui dévoilent les turpitudes et les vices cachés, dans l'espoir d'effrayer le lecteur et de réveiller en lui le cochon qui sommeille, non, dis-je, comme les montreurs de cartes transparentes, mais avec le désir de changer ce qui est, de transformer le monde.

Que cela est loin de la besogne de laquais qu'acceptent — avec quelle ivresse ! — les écrivains des pays totalitaires et particulièrement les écrivains soviétiques ! Que cela est loin des pages que je viens de lire et que l'on présente comme le testament de Gorki ! Il faut croire que le Gorki que nous aimons, celui des *Vagabonds* et de *La Mère*, était tout avant de les avoir écrites. Comment le grand écrivain a-t-il pu tomber si bas qu'il ne dépasse plus guère le niveau des *Aragons*, des *Nizan* et des *Bloch* ? Ces écrits « posthumes » illustrent à merveille la précarité de la littérature courtisane. Gorki, vivant encore, aurait dû cacher son athéisme qui éclate en maints endroits du livre. Au moment où les staliniens de tous les pays tendent la main aux curés et collaborent, comme indicateurs, au travail de la police, peut-être eût-il gardé pour lui certaines appréciations sur les nouveaux amis du bolchevisme. De même eût-il pu se flétrir « le vol par les Tchéques de la réserve d'or qui se trouvait à Kazan » car les Tchéques étaient commandés par le général Sirovy dont on a récemment dans *Ce soir* et *l'Humanité* un éloge enthousiaste.

Heureusement Gorki ne chante pas toujours les « beautés » de la vie soviétique. Il cesse parfois de glorifier les mérites du peuple travailleur et les « progrès de la culture » en U. R. S. S. ou de décrier contre ses jeunes confrères qui ne font pas assez de littérature utilitaire. Il critique vigoureusement la culture des pays bourgeois, il montre l'hypocrisie des « humanistes » qui ne croient pas contre toutes les persécutions, contre tous les crimes. Surtout il dénonce l'âme double du petit bourgeois qui cache sous un semblant d'idéalisme ses appétits féroces de lucre et de jouissance.

Ironie mordante se donne libre cours. Hélas, les passages où nous retrouvons la véhémence et la générosité de cœur du vagabond amer sont trop rares. Le reste n'est

LA RÉPRESSION

Le Libertaire en correctionnelle

Cependant que Henri Vogel, chef des cagoulards, est remis en liberté, la répression ne se relâche pas contre les militants révolutionnaires. Ainsi nos camarades Lelerc et Saïl Mohamed sont toujours en prison, l'un à la Santé, l'autre à la maison d'arrêt de Poissy.

D'autre part, notre camarade Coudry, poursuivi comme gérant du « Lib » pour deux articles parus en janvier dans notre journal, sous l'inculpation devenue traditionnelle de « provocations de militaires à la désobéissance dans un but de propagande anarchiste », doit passer devant les juges correctionnels lundi 14 novembre.

Mais la répression n'a jamais réussi à entamer notre volonté de lutte. Ces poursuites nous incitent bien au contraire à doubler d'efforts et d'activité.

VEZIAN N'EST PAS LIBRE

Nous avons pu croire que notre camarade Eliacin Vézian, condamné au bagne pour son action pacifiste pendant la dernière guerre serait libéré, puisqu'un décret du 23 juillet 1933 lui accordait la grâce et ainsi de revenir en France.

Jusqu'ici Vézian n'a pas été autorisé à quitter la terre du bagne. Devra-t-il subir les mauvais vouloir de l'administration pénitentiaire de la Guyane, car enfin, depuis trois mois elle doit tout de même être avisée !

Nous ne permettrons pas cela. Eliacin Vézian doit nous être rendu.

Pour les camarades qui désirent lui écrire : Eliacin Vézian, poste restante, Saint-Laurent-du-Maroni, Guyane Française.

FRONT COMMUN CONTRE LA GUERRE

(5^e et 13^e)

Travailleurs, syndicalistes, pacifistes, internationalistes, dressés-vous contre la guerre et assistez, en masse au grand meeting du vendredi 18 novembre, à 21 heures, à la Mutualité, 24, rue Saint-Victor, Paris (5^e), sous la présidence de Georges Pioch et avec le concours de : Aurèle Patorni (Patrie Humaine); Canavale (Parti Socialiste Ouvrier et Paysan); Ringa (Union Anarchiste); Lucien Weitz (S.O.F.) ainsi que de la Ligue des Femmes pour la Paix et de la Fédération des Etudiants Révolutionnaires.

La culture
et le peuple

qu'une diatribe peu intéressante. Gorki cite abondamment ses correspondants ouvriers et l'on constate dans leurs lettres l'emploi du même jargon coupé de chiffres et de pourcentages, la même vanité et la même ignorance. Ce sont ces mêmes correspondants qui réclament, sur commande, la mort des adversaires de Staline et de tous ceux que le dictateur veut immoler. Au moins ont-ils l'excuse de leur stupidité soigneusement entretenue par leurs chefs, mais que penser de Gorki lorsqu'il déclare :

« La volonté de fer de Staline, le pilote du parti, redresse merveilleusement les déviations de la ligne droite et guérit bien vite de tous les « vertiges » l'équipage du vaisseau du Parti. » Guérison rapide, en effet, et définitive comme on a pu trop fréquemment le voir. La ligne devient « horizontale pour toujours ».

JEAN REMY.

Marina di Vezza (2)

par Aldous Huxley

Aldous Huxley est l'un des meilleurs écrivains anglais de notre époque. Son œuvre, déjà longue, est un peu sèche, la passion y tient peu de place et toute sentimentalité en est exclue. Mais Huxley peint admirablement les caractères. Il prête son intelligence aux personnages qu'il crée. Il les fait raisonner, s'expliquer en de longues conversations où se confesse dans leur journal intime. Ses livres sont des comédies de caractères ; l'action est presque nulle. Et ce manque d'agitation, cette immobilité quasi totale des personnages n'empêche que nous soyons prodigieusement intéressés car l'auteur sait à merveille faire parler ses créatures.

Dans son dernier roman Huxley a groupé autour d'une vieille belle, Mrs Aldwinkle, des ratés de différents types : la romancière Mary Thriplov ; le pique-assiette Cardan, l'honorable M. Fox et son jeune élève Lord Hovenden, M. Calamy, séducteur blasé, et le poète Chelifer, rédacteur en chef de la *Gazette de l'Amateur de Lapins*. Nous assistons aux tentatives désespérées de la vieille dame pour se faire aimer du journaliste. Ce lui-ci résiste victorieusement aux plus furieuses attaques. Calamy et Mary Thriplov ont une brève liaison et Lord Hovenden flirte avec Irène, la nièce de Mrs Aldwinkle. Toutes ces escarmouches se livrent sous l'œil narquois de M. Cardan dont Huxley a tracé un portrait inoubliable. C'est le parasite content de sa position, le jouisseur philosophe dont le seul ennui est de sentir l'approche de la vieillesse et ses infirmités. Ses propos reflètent souvent, semble-t-il, la pensée de son créateur, non que Huxley fasse l'apologie du parasitisme mais de tous ces ratés M. Cardan est le plus humain.

La pain des pauvres (3)

par Thyde Monnier

Le pain des pauvres, lorsqu'on le rompt dans la joie, peut sembler meilleur que le pain des riches. C'est pour manger de ce pain que Sylvaine, fille d'un riche industriel, lutte contre sa famille, puis quitte sa maison confortable pour vivre dans une hutte avec celui qu'elle aime.

Thyde Monnier, que l'on sent influencée par Giono, a écrit un très beau livre. Son héroïne est passionnée comme toutes les filles du Midi. Le personnage de Resplandin est dessiné d'une main très ferme.

Le style, et c'est là un défaut bien véniel, risque parfois d'agacer le lecteur. Mme Monnier abuse d'une tournure rustique qu'elle pourrait fort bien ne pas employer.

J. R.

- (1) Editions Sociales Internationales.
(2) Editions Plon.
(3) Editions Grasset.

La tournée Sébastien Faure

Notre ami a définitivement arrêté l'itinéraire qu'il suivra et la liste des villes dans lesquelles il traitera divers sujets :

Il parlera :

A BORDEAUX, le jeudi 17 novembre et le vendredi 25 novembre.

A BAYONNE, le lundi 21 novembre.

A NERAC, le mardi 22 novembre.

A AGEN, le mercredi 23 novembre.

A VILLENEUVE-SUR-LOT, le lundi 28 novembre.

A TOULOUSE, le mardi 29 novembre et le mardi 6 décembre.

A SETE, le jeudi 1^{er} décembre.

A NARBONNE, le vendredi 2 décembre.

A LIMOGES, le mercredi 7 décembre.

IMPORTANT. — Il prie les camarades qui lui ont demandé de faire une conférence dans leur localité et à qui il n'a pu donner satisfaction de vouloir bien l'excuser.

Et il demande à ceux qui seraient tentés d'ajouter la ville qu'ils habitent à celles qui figurent ci-dessus de ne pas lui demander un surcroît de fatigue que son grand âge ne

UNE FETE A CARRIERES-SUR-SEINE
POUR LES PROSCRITS POLITIQUES

Le S. U. B. organise le 19 novembre, à 20 h.30, à son siège, 10, rue du Moulin, une grande fête de solidarité dont le bénéfice ira aux proscrits politiques.

Nul doute que tous les anarchistes, anarcho-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires, auront à cœur de réserver leur soirée à cette fête. Que chacun amène des sympathisants.

Cette fête avec concert, où Charles d'Avray, Guérin et d'autres chansonniers d'avant-garde, feront la bonne propagande par la chanson, sera suivie d'un bal de nuit. Invitation cordiale à tous.

Toulouse. — Samedi 19 novembre, causerie par le professeur J. Liget, au siège de la C.G.T. S.R., 71 rue du Jour. Tous les sympathisants sont invités.

LE "LIBERTAIRE" SYNDICALISTE

Avant le Congrès Confédéral

DANS LES SYNDICATS

Beaucoup de syndicats nous adressent des protestations contre la politique de la C.G.T. et des motions que leurs délégués défendront au Congrès de Nantes. Nous ne pouvons malgré notre bonne volonté les publier toutes. Nous avons néanmoins tenu à porter à la connaissance de nos lecteurs quelques-unes d'entre elles. Elles expriment les conceptions qu'a toujours défendues notre journal et que les militants syndicalistes doivent avoir à cœur de faire revivre dans la C.G.T.

RESOLUTION DU SYNDICAT DES CORRECTEURS POUR LA PAIX

Le Congrès confédéral de Nantes, renouvelant l'affirmation d'opposition à la guerre qui est le caractère essentiel du mouvement syndical français, approuve les syndicats, les fédérations qui ont récemment solidarisé leurs efforts pour le maintien de la paix.

Condamne toutes les manifestations contraires, qui, encourageant la politique de fermeté, préparent la plus scandaleuse des collaborations de classe et allaient au-devant du risque de guerre.

C'est la dernière guerre qui a engendré les fascismes. Son retour aurait apporté un asservissement généralisé par la perte de toutes les libertés syndicales et de toutes les conquêtes sociales, en outre de la destruction de millions de vies et de toutes les valeurs humaines.

L'arrêt de la guerre après des semaines d'angoisse a satisfait le désir de paix des peuples. Nous n'avons pas à prendre parti dans les mobiles qui ont dicté leurs actes aux partis des conciliations, même s'ils sont étrangers au syndicalisme et à la classe ouvrière.

Nous savons, quant à nous, qu'il ne saurait y avoir de véritable paix en régime capitaliste. La paix des bourgeoisies ne saurait être la nôtre.

Mais qu'une bourgeoisie clairvoyante, nous ne disons pas pacifiste, persiste à s'opposer à la guerre, nous n'y voyons aucun inconvénient, au contraire. Et qu'elle préconise la recherche des conditions de la paix par le moyen, par exemple, de conférences économiques où seraient proposées toutes les possibilités d'échanges et de distribution facilitant l'existence des peuples serait certainement de nature à les libérer de la hantise de la guerre.

Nous constatons, hélas ! que ces perspectives ne semblent pas proches, puisque nous assistons à un surarmement intensif qui réduit et supprime les plus belles conquêtes ouvrières, alors que le vœu du prolétariat mondial est celui d'un désarmement général par la suppression de tous les budgets militaires qui pèsent si lourdement sur les peuples.

Le Congrès de la C. G. T., tout en se félicitant de l'issue pacifique de la crise récente, demande à la classe ouvrière d'être plus vigilante et de ne pas oublier que c'est l'action internationale des salariés des villes et des champs contre leur propre capitalisme qui pourra assurer la paix définitive.

RESOLUTION DU SYNDICAT DES CORRECTEURS POUR L'INDEPENDANCE DU SYNDICALISME

Le Congrès de Nantes rappelle que l'indépendance du syndicalisme à l'égard des partis politiques, des sectes philosophiques et des gouvernements constitue la condition fondamentale de l'unité, ainsi, d'ailleurs, que le respect de la démocratie syndicale, la souveraineté des assemblées pour le déclenchement et la conclusion des conflits, la représentation des minorités dans tous les organismes de gestion du mouvement syndical.

Mouvement autonome de la classe ouvrière, le syndicalisme français groupe les travailleurs de toutes opinions pour le double effort quotidien et d'avenir inscrit dans la Charte d'Amiens, et, à ce titre, il représente l'affirmation permanente de leur capacité économique et sociale.

La réaction sociale, qui dresse, aujourd'hui, les plus graves menaces contre les conquêtes de juin 1936, est servie par les divisions que la politique a introduites dans le mouvement syndical.

L'offensive patronale fait au syndicalisme le devoir de réserver la totalité de ses forces pour son action propre.

La C. G. T. ne peut plus longtemps s'associer à la défense nationale en régime capitaliste. Elle condamne l'obligation obligatoire qui enlève à l'action ouvrière son efficacité et sacrifie l'intérêt des travailleurs. Enfin, elle ne peut tolérer que des organisations politiques quelconques soient, se substituent aux syndicats sur les lieux de production. Le Congrès rappelle à tous les syndicats qu'ils ne doivent appliquer, sur les lieux de travail, que les moels d'ordre émanant de leurs organisations syndicales.

Le Congrès précise que ne pourront être secrétaires et administrateurs de la C. G. T., des Fédérations et des Unions que les militants n'occupant aucune fonction politique, rétribuée ou non.

La représentation syndicale dans les organismes internationaux ou d'Etat sera limitée et contrôlée et ne pourra dépasser le cadre de la défense des intérêts ouvriers selon un mandat précis et révocable.

Sur le plan intérieur, la présente résolution implique que la C. G. T. et les organisations qui la composent se retrouvent immédiatement du rassemblement populaire.

Sur le plan international, la C. G. T. demandera à la Fédération Syndicale Internationale de reprendre son indépendance à l'égard de l'Internationale Ouvrière Socialiste, première étape.

MOTION SUR L'INDEPENDANCE DU SYNDICALISME PRESENTÉE PAR LE SYNDICAT DES PETROLES DE YAILLAC

Le Congrès confédéral : Confirme avec plus de force les principes et les dispositions se rapportant à l'indépendance du mouvement syndical adoptée par le Congrès d'unité de Toulouse.

Il considère que l'intervention directe ou indirecte des partis politiques dans la vie des organisations syndicales fausse complètement le libre fonctionnement de la démocratie syndicale et il exprime sa volonté de prendre toutes les mesures d'ordre pratique capables d'assurer effectivement cette indépendance absolue.

Dans ce but, le Congrès Confédéral décide d'étendre à toutes les fonctions syndicales sans

exception, c'est-à-dire depuis celle de secrétaire confédéral jusqu'à celle de secrétaire de syndicat les dispositions du paragraphe 4 de l'article 10 des statuts confédéraux.

Le paragraphe 4 de l'article des Statuts Confédéraux pourrait être rédigé comme suit :

Les membres des bureaux : Confédéral, des Fédérations, U. D., U. L., et syndicats généraux ne pourront faire acte de candidature à une fonction politique, ni appartenir aux organisations directes d'un parti politique. Leur acte de candidature aux fonctions ainsi définies, même non rétribuées, entraînera ipso facto leur démission des fonctions syndicales occupées.

A LA LORRAINE (Argenteuil)

Les non conformistes à l'index.

Faisant feu de tout bois, nos bolcheviks, grands patrons de la section syndicale viennent de tenter un nouveau coup de force contre ceux qui se refusent à se vautrer aux pieds des représentants du très saint père Staline, grand maître de toutes les Russies.

A l'occasion de la mobilisation de septembre, nos *néo-patriotes* décidèrent de faire verser par les non mobilisés une heure de leur salaire, au profit de ceux qui partaient au non de la guerre sacrée de la démocratie contre le fascisme, se tirent volontairement ou non les complices des pourvoyeurs de charniers parmi lesquels brillent au premier rang par sa campagne anti-allemande aux côtés des De Kérillis et Cie, le Grand Parti Communiste Français.

Prenez exemple sur leurs frères de Russie, ils ne trouveront rien de mieux que de faire publier par les commissions de contrôle (ouvriers-techniciens) une liste noire de tous ceux qui se refusent à encourager le militarisme d'une manière ou d'une autre et de se conformer aux desiderata de nos ex-champions de l'internationalisme, et de faire apposer dans l'usine cette liste sous la garde de pauvres bougres fanatisés.

Voilà la conception de la démocratie (sautez-tarte) de nos responsables syndicaux, heureusement nous ne sommes pas sous le régime de la terreur, et de la mort subite, sans cela... Non, messieurs, toutes les brimades et injures dont vous pourriez nous gratifier n'arriveront pas à bout de notre résistance à la guerre et à la colonisation que vous voulez nous imposer, et vous nous trouverez toujours en travers de votre route pour vous démasquer aux yeux des ouvriers que vous trahissez journellement par votre politique de *l'indépendance* !

Pour une C. G. T. libre de toute influence politique : Un groupe de non-conformistes.

LES RESULTATS DE L'ARBITRAGE

Nous dénonçons à nouveau cette arme que le parlementarisme a mise dans la main du patronat.

Voyons les faits : en 37, les banquiers demandent la récupération des jours fériés, satisfaction leur est donnée par M. Grumbach-Ballin, cela au mépris des us et coutumes de la profession. En 38, ils déclarent que cette forme de récupération ne leur donne pas satisfaction et, sans avis aux organisations ouvrières ils décident de faire travailler le personnel tous les samedis du 1^{er} novembre au 31 mars, ceci en violation de la loi de 40 heures. C'est alors que nous voyons un nouvel arbitre, sur les instances de la C.F.T.C. confirmer la thèse patronale.

Camarades, vous lutterez pour la suppression de l'arbitrage, pour la défense et l'amélioration de vos conditions d'existence.

Un groupe syndiqué de la Banque.

Jeunesse Anarchiste Communiste

Leur famille et la nôtre

Depuis quelque temps, le gouvernement lance des appels pathétiques pour la repopulation ; l'esprit de famille tout le camp, la France se dépeuple !

Cette course au lapinisme fait écho, à celle des armements, le capitalisme veut préparer de nouveaux cadres d'esclaves, pour l'avenir, qui remplaceront ceux qu'ils veulent immoler au Dieu Mars.

De tous temps les forces d'exploitations ont vulgarisé l'esprit familial, trouvant, en celui-ci, un collaborateur précieux. La famille, en général, est basée sur l'autorité.

Les épanchements naturels de l'enfant sont freinés de leurs affirmations, les parents ne laissent plus qu'un droit « obéir », si l'obéissance est rétive, se fait avec résignation, l'autorité paternelle se montre plus affirmative, les coups souvent l'accompagnent.

Les parents inculquent à leur rejeton leur sempiternelle bêtise. Il devra avoir la religion, les pensées de ses parents. Ceux-ci lui apprendront à leur tour tous les mensonges officiels. Ils lui cachent ce qu'est la vie réelle, ils évitent soigneusement les questions primordiales pour l'éducation d'un jeune, entre autre la question sexuelle.

Arrivé à l'adolescence, au moment où le besoin d'apprendre et d'exercer un métier se fait sentir, où le jeune commence à entrer dans la vie, bien souvent on lui impose un métier ; qu'importe s'il ne lui plaît pas, il faut le faire ! C'est aussi à cette époque, la puberté développement des instincts naturels, que l'éducation familiale, ou plutôt le manque d'éducation, se fait sentir et même trop souvent hélas, mène les jeunes au vice et à la prostitution.

C'est ce que notre bourgeoisie appelle le mauvais chemin. « Le mauvais chemin » ! Quel cynisme ! La bourgeoisie voudrait nous faire croire qu'elle ne l'a point voulu ! C'est pourtant elle l'instigatrice de tout cet état de choses. Si elle crée et soutient la famille, c'est qu'elle a trouvé en elle une école qui lui forme des résignés, des habitués à l'obéissance, des jeunes qui seront plus tard des hommes mûrs en tout point, pour être des exploités.

Trois faits récents illustrent bien la fausseté et l'hypocrisie des sentiments montés en épingle par les bourgeois.

Près de Chalons-sur-Saône, pour des questions d'intérêt, un vieux cultivateur tue son fils. Vivant sous un même toit, deux êtres qui devraient s'aimer, se tuent.

L'histoire du jeune Bergot qui tua sa tante, n'est-elle point navrante, et l'assassin n'est-il pas plutôt une victime qu'un coupable.

Sa tante ne pardonna jamais à sa mère d'être plus belle qu'elle ; elle la poussa à la mort, non contente d'une victime, elle martyrisait encore le fils, qui, un jour étant à bout et gonflé de haine, fit justice.

Pas moins terrible, les « crimes » de ces gosses s'échappant des prisons que l'on ose qualifier du titre menteur, de « maisons de redressement », coupables seulement de vouloir vivre.

Important. — La Fédération parisienne de la J.A.C. envisageant une grande propagande pour cet hiver, les groupes n'étant pas à jour de leur trésorerie, ou possédant des listes de souscriptions, sont priés de régulariser rapidement avec le siège de la Fédération. Chèque postal : Roger Caron, 963-75.

libres, et connaître, les quelques plaisirs qui sont octroyés à l'enfance.

Ces deux derniers faits surtout, démontrent que la bourgeoisie qui prétend créer le bonheur au foyer, faire des familles heureuses, n'est pas capable, et son incapacité n'est que le résultat de son esprit d'intérêt, d'organiser des petites familles dans une grande famille (La Patrie), qui ne serait que l'union de celles-ci.

La famille pour elle n'est qu'une école de résignés et d'exploités et une machine à créer des soldats.

Cette famille-là n'est pas la nôtre. Dans la nôtre, les parents ne seront pas des tyrans légaux. Amis et non bourreaux, ils ne seront pour leurs enfants que des guides et de bons conseillers.

Mais cette famille ne peut se réaliser que dans une société où tous les hommes seront libres, égaux, frères.

ROUGID.

Action directe!

Action directe, c'est le principe adopté et pratiqué par les jeunesses fascistes, qui n'hésitent pas à saccager les locaux du parti communiste qui représente pour eux la classe ouvrière.

Nous voyons dans l'attaque de la librairie « Grand parti » le principe de l'action directe contre le prolétariat de la part des fascistes. A cela, le P.C.F. n'a su se mettre que sur la défensive ; aucune riposte ou plutôt une riposte à coups d'ordres du jour, qui en fait, ne résout rien. Il y a eu une époque où la S.F.I.C. mettait en pratique la devise : « Pour un œil, les deux yeux, pour une dent, toute la gueule », ce qui s'appliquait aussi bien aux locaux.

Comment a fonctionné la jeunesse « auto-défense de masse » ?

Elle a brillé par son inertie, d'ailleurs préconisée par le P.C.F. Le lendemain, le « colonel » a montré son ignorance des ordres du « Grand parti » ne pas répondre ! en faisant garder les locaux fascistes par ses sbires.

Le fascisme passe à l'action directe. Que fait la classe ouvrière ? rien.

Le fascisme avance à grands pas.

Il faut enrayar sa marche. Jeunes travailleurs, formez l'avant-garde de la lutte physique contre le fascisme. La classe ouvrière doit par tous les moyens lutter contre les adeptes de Franco, préparer la révolution sociale qui devra renverser le capitalisme qui est la graine du fascisme.

Sur le plan local, par tous les moyens, il faut empêcher le fascisme de se manifester, la J.A.C. sera à la pointe du combat pour cette lutte antifasciste.

Le fascisme, c'est l'écroulement du prolétariat.

Contre le fascisme, action directe !

LESAGE.

COMITE D'INITIATIVE

Le C.I. de la région parisienne de la J.A.C. aura lieu le lundi 14 novembre à 20 h. 30 au local : 9, rue de Bondy. Vu l'importance de l'ordre du jour, tous les groupes ou sections y devront être représentés.

Le Secrétaire.

La vie de l'Union Anarchiste

Il est rappelé que la rubrique « VIE DE L'U.A. » n'est ouverte qu'aux groupes adhérents à l'U.A.

Les articles doivent être signés et porter le cachet du groupe. En raison de l'abondance des matières ils ne doivent pas excéder une trentaine de lignes.

Toutes autres communications ne peuvent être insérées que dans la limite de la place disponible et en dehors de la rubrique.

Les camarades désireux de militer à l'Union Anarchiste et à la J. A. C. pourront envoyer leurs adhésions à l'Union Anarchiste, 9, rue de Bondy, Paris-10^e, qui transmettra aux groupes locaux.

On trouve des groupes de l'U. A. dans les localités suivantes :

REGION PARISIENNE

III^e et IV^e, V^e et VI^e, IX^e et X^e, XI^e et XII^e, XIII^e, XIV^e, XV^e et Boulogne-Billancourt, XVII^e, XVIII^e, XIX^e, XX^e.

Antony, Asnières, Aubervilliers, Bagneux, Bagnolles, Bondy, Champigny, Canton de Charenton, Choisy-le-Roi, Clamart, Clichy, Colombes, Courbevoie, La Garenne, Ermont, La Ferté-sous-Jouarre, La Courneuve, Les Lilas.

Goussainville, Issy-les-Moulineaux, Ivry, L'Hay-les-Roses, Levallois-Perret, Livry-Gargan, Montrouille-sous-Bois, Montfermeil, Noisy-le-Sec, Noisy-le-Grand, Orly et Villeneuve-le-Roi, Palaiseau, Fontaine, Le Pré-Saint-Gervais.

Rueil-Ville, Saint-Ouen, Savigny-sur-Orge, Stains, Suresnes, Valenton, Vanves, Montrouge, Malakoff, Vert-Galant, Villepinte, Villeparisis, Villeneuve-Saint-Georges, Viry-Châtillon, Vitry.

PROVINCE

Aimargues, Alès, Amiens, Annecy, Brest, Carcassonne, Chambéry, Concarneau, Couëron, Dijon, Grenoble, Le Havre.

Le Mans, Lille, Lyon-Ville, Villeurbanne, Montpellier, Nantes, Narbonne, Saint-Claude, Saint-Pons, Saint-Etienne, Saumur, Sète, Interlocal de la Thiérache.

Toulouse, Alzer, Lyon-Montplaisir, Lyon-Vaise, Craponne, Maubeuge, Orléans, Roissy-en-Brie, Metz, Perpignan, La Grand-Combe, Reims, Sidi-Beï-Abbes, Nîmes.

Thonon-les-Bains, Valenciennes, Marseille, Saint-Henri-Marseille, Antibes, Fréoncles, Chaudmont, Toulon, Saint-Gilles.

GROUPES J. A. C.

REGION PARISIENNE

4^e et II^e, III^e et IV^e, IX^e, X^e, XI^e et XII^e, XIII^e, XV^e, XVI^e, XVII^e, XIX^e, XX^e.

Aubervilliers, Bagneux, Bagnolles, Bobigny, Clichy, Champigny, La Courneuve, Gennevilliers, Les Lilas.

Livry-Gargan, Montgeron, Yerres, Brunoy, Montrouille, Le Pré-Saint-Gervais, Villeneuve-Saint-Georges.

PROVINCE

Villeurbanne, Marseille, Montpellier, Saint-Vincent-la-Rivière, Toulouse, Valenciennes.

Alger, Chambéry, Grenoble, Lille, Lyon-Ville,

AUX CORRESPONDANTS

Toute communication pour la rubrique PARIS-BANLIEUE, VOIX DE PROVINCE doit parvenir avant le lundi midi, dernier délai, faute de quoi elle sera remise à la semaine suivante.

PARIS-BANLIEUE

ASNIERES

Le groupe va reprendre son activité. Le « Libéraire » est en vente au marché des Quatre Routes, le dimanche, et au marché du Centre.

Une permanence est tenue le dimanche, de 10 à 12 heures, au 151, avenue d'Argenteuil, pour les renseignements et les adhésions.

COURBOVOIE-LA GARENNE

Les événements encore tout récents que nous avons vécus, nous ont démontré qu'en régime avons vécus, nous ont démontré qu'en régime d'un gouvernement quelle que soit l'étiquette dont il se pare.

Considérant que le moment des vaines paroles est révolu, nous invitons tous ceux qui désirent ardemment participer à notre action, à venir nous rejoindre et à assister à nos réunions qui ont lieu désormais tous les jeudis à 20 h. 30, au Café-Tabac de la Gare de Courbevoie, rue de Bezons. (Attention au changement d'adresse).

DRANCY

Nous faisons savoir à tous les camarades anarchistes et sympathisants de Drancy que le groupe se réunit tous les jeudis à 20 h. 30, café Beck, au coin de la rue du 4-Septembre et de la rue Honorine.

LES LILAS

Les fascistes montrent les dents dans notre localité. Deux dimanches de suite ils viennent vendre « Le Petit Journal ». Les vendeurs de « l'Humanité » et du « Populaire » sont restés amorphes devant la réaction larociste. Nous, anarchistes, faisons un appel à la population pour chasser les fascistes des Lilas, et nous faisons témoins, la classe ouvrière, du silence des grands « antifascistes ». Il est vrai, qu'ils ne peuvent chasser ceux avec qui ils sont en communion d'idées. Contre le fascisme action directe ! — Le Secrétaire.

PLESSIS-ROBINSON

H. B. M.

La loi sur les bureaux à usage d'habitations a divisé le département de la Seine en trois zones. Elle a fixé un maximum de prix qui ne doit être dépassé.

Dans la 3^e zone, à Plessis-Robinson, le maximum prévu par la loi, pour un logement de trois pièces avec dépendances, a été fixé à 1.900 francs. Le prix pratiqué par l'Office du département de la Seine, est nettement inférieur, mais celui-ci a tourné la loi en insérant dans ses contrats une clause intitulée : Loyer des installations diverses. Ces installations diverses que l'on présume être : lavabos, chauffebains, radiateurs, etc., sont d'un prix qui atteint

50 % du loyer primitif. Ceci augmente d'une façon très sensible la redevance payée au titre du logement. Ces locations diverses, qui ne peuvent être déplacées, ne doivent pourtant pas faire l'objet d'un loyer séparé.

Le sénateur, conseiller général, Henri Sellier, administrateur-délégué de l'Office et le conseiller d'Etat Grumbach-Ballin, président dudit office, ne pourraient-ils pas être plus respectueux de ce qu'ils ont charge d'établir et de surveiller ? Une révision et une unification des prix s'imposent.

VOIX DE PROVINCE

BREST

Compagnons, ouvrez les yeux

De plus en plus le cercle se referme autour de la classe ouvrière et par des offensives savantes menées par tout ce que le capitalisme compte de lèche-bottes à ses gages, celui-ci tente de reprendre du poil de la bête.

Parmi les quotidiens de province qui se signalent par leur bassesse d'esprit et leur inégale souplesse d'échine, il sied de placer au tout premier rang « La Dépêche de Brest ».

Dans cette feuille, c'est un concert journalier d'impérations contre les éléments de la classe ouvrière qui veulent rester libres, contre leurs organismes de défense, ce petit état du monde, de la salle de rédaction, on observe une prudente neutralité, quand on n'affiche pas quelque sympathie pour la pègre fasciste nationale et internationale.

Ces lèche-culs s'acharnent à jeter le doute et l'équivoque dans l'esprit de notre population. Il s'agit de la troubler le plus possible, de l'écarter de ses organisations de classe, du syndicalisme et de l'atelier ensuite au char de la réaction patronale et gouvernementale.

La grande presse, aux ordres des banques réclame, au nom de ce mensonge de la « Défense Nationale », la suppression des 40 heures et le travail forcé, illimité pour les travailleurs. Inévitablement « La Dépêche » approuve chaleureusement et, pour mieux duper ses lecteurs ouvriers, appuie l'initiative d'une formation gouvernementale dans laquelle on incorporerait deux ou trois syndicalistes tendance Belin, sacrés pour la circonstance « extra purs », « incorruptibles ». On tente ainsi de « noyer le poisson » pour provoquer la scission dans le mouvement syndical.

A en croire toujours les gens de « La Dépêche », les ouvriers et leurs familles sont des privilégiés dans la nation, à qui rien ne manque, tandis que ces pauvres bourgeois « paient seuls tous les impôts et font face depuis des années au déficit ». (La Dépêche du lundi 31 octobre).

Il appartient aux travailleurs de Brest et de partout de ne pas, de ne plus se laisser manœuvrer et tromper. Qu'ils soient donc clairvoyants et vigilants, et qu'ils ne donnent plus à leurs ennemis de classe et à leurs complices, les moyens et les armes qui servent à leur propre servitude. Qu'ils aient et diffusent la presse ouvrière indépendante, franchement libre et qu'ils boycottent carrément la presse servile et menteuse qui prépare la guerre et fait le lit du fascisme.

A bas la presse pourrie et vendue !

Vive la presse indépendante !

Le Groupe Anarchiste de Brest.

FEDERATION LYONNAISE

A l'occasion du passage dans notre région de la tournée de conférences faites par Douteau sur le sujet :

Cette guerre n'était pas notre guerre

Cette Paix n'est pas notre Paix.

La Fédération Lyonnaise de l'U. A. a décidé d'organiser trois réunions :

Le vendredi 18 novembre, à 20 h. 30, à Oullins, salle Marivaux, 29, rue de la Gare.

Le samedi 19 novembre, à 20 h. 30, à Lyon, salle de l'Unitaire, 129, rue Boileau.

Le lundi 21 novembre, à 20 h. 30, à Lyon-Vaise, salle Lubon, Place de la Pyramide.

Tous les « anars », les syndicalistes, les antimilitaristes se feront un devoir d'assister à ces conférences. — Le Bureau régional.

MARSEILLE-GERMINAL

Les camarades de Marseille sont informés qu'une erreur s'est glissée dans le communiqué de la semaine passée concernant la tournée Douteau. En effet, celui-ci ne parlera pas le 6 novembre comme il a été indiqué par erreur, mais les Samedi 3, Dimanche 4, Lundi 5 décembre. Il fera une conférence au Royal Bio, le dimanche, et les deux autres à Belle de mai et à Saint-Loup. Les camarades de la banlieue et des environs de Marseille qui jugeraient possible l'organisation de meetings dans leurs quartiers sont priés d'en aviser le groupe le plus vite possible à l'adresse suivante.

Solidarité Internationale Antifasciste.

Bourse du Travail, rue de l'Académie, Marseille.

Il est rappelé que le sujet traité par notre ami Douteau est brillant d'actualité : c'est : Cette guerre n'est pas notre guerre.

Cette paix n'est pas notre paix.

Les camarades ayant connaissance d'une salle à louer située dans le centre sont priés de le faire savoir à la Bourse du Travail, salle des femmes, ou tous les soirs, des copains du groupe assurent une permanence. Réunion du Groupe tous les jeudis à 18 heures. — Le Secrétaire.

COMMUNICATIONS DIVERSES

Gagny et environs (S.-et-O.). — Vendredi 18 novembre 1938 à 20 h. 45, salle du Café de l'Avenir, 87, route de Gournay, réunion publique et contradictoire, organisée par le Groupe d'action pacifiste et sociale de Gagny, avec Aurèle Patoni : « Ce n'est pas notre paix ! ». Invitation à tous les pacifistes de la région.

LES FÊTES DU PEUPLE

Vendredi 11 Novembre 1938, à 14 h. 45, salle Gaveau, 45, rue de la Boétie, fête de la Paix avec les concours de : Mlle Rühlmann, Mme Rachel Doyen, Mlle Denise Sternberg, M. Chabrol, de l'Opéra ; M. André Lodge, de l'Opéra-Comique ; M. Robert Vidalin. Les chœurs de l'Orchestre des Fêtes du Peuple, 200 exécutants. Sous la direction de : Francis Casadesu et Francis Cébron.

Le gérant : FERNAND VINTRIGN

Les buts du syndicalisme

Le syndicalisme révolutionnaire est avant tout le mouvement de la classe ouvrière en marche vers son émancipation. En affirmant son esprit d'indépendance vis-à-vis de tous les partis politiques et sectes philosophiques au Congrès d'Amiens, la C.G.T. entendait avant toute chose affirmer la capacité politique du prolétariat.

Instruite par la triste expérience des partis bourgeois républicains et par le millerandisme, la classe ouvrière rompait avec ses adversaires de classe. Elle affirmait que seule, sans l'appui d'aucun parti, sans l'action d'aucun parlementaire, par son action directe sur le terrain qui lui est propre, le terrain du travail, elle avait la force de faire aboutir ses revendications de classe.

Elle affirmait qu'au milieu de ses luttes revendicatives, elle saurait trouver elle-même la voie de sa destinée.

Devant le désordre capitaliste, elle affirmait sa volonté de s'emparer des moyens de production et d'échanges et d'être seule capable d'assurer la vie économique du pays et donner à tous le maximum de bien-être et de liberté, réalisant ainsi la formule de Proudhon, inspirée par les désirs profonds du prolétariat, L'ATELIER REMPLACERA LE GOUVERNEMENT.

POUR BENOIT BROUTCHOUX QUI EST MALADE

Les militants qui n'ont pas attendu le Front Populaire pour découvrir le syndicalisme se souviennent de Broutchoux qui fut un des pionniers de la C.G.T. d'avant-guerre et qui milita activement dans la C.G.T.U. avant qu'elle devint l'instrument du P.C., avant de revenir d'ailleurs rapidement à la C.G.T.

Broutchoux fut le type même de ces militants ardents, courageux, énergiques, profondément sincères et désintéressés, auxquels nous devons la vieille C.G.T.

Pour eux le syndicalisme ne conduisait pas au Parlement, mais plus souvent en prison. Broutchoux y fut à maintes reprises.

Nos lecteurs se rappellent aussi la collaboration de Broutchoux au LIBERTAIRE quotidien caractérisée par son talent de journaliste ouvrier si vif et spirituel.

Broutchoux fut profondément affecté il y a quelques années à la suite du meurtre, de l'assassinat plutôt, de son fils, Germain, par les gendarmes à l'occasion d'un banal fait divers. Broutchoux ne s'en est jamais remis. Depuis il est malade, usé par tout un passé de luttes ouvrières. Il est sans ressources. Le journal SYNDICATS a pris l'initiative d'ouvrir une souscription en sa faveur. LE LIBERTAIRE se fait un devoir d'appuyer cet appel. (Adressez les souscriptions à SYNDICATS.)

DES LA SEMAINE PROCHAINE LE LIBERTAIRE SYNDICALISTE PUBLIERA DES INFORMATIONS DETAILLÉES PAR LES DEBATS DU CONGRES

LA CHARTE D'AMIENS

« Le Congrès confédéral d'Amiens confirme l'article 2, constitutif de la C. G. T. »

« La C. G. T. groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat ; »

« Le Congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de classe qui oppose, sur le terrain économique, les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière ; »

« Le Congrès précise sur les points suivants cette affirmation théorique : « Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. ; »

« Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme ; il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le Syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale ; »

« Le Congrès déclare que cette double besogne, quotidienne et d'avenir, découle de la situation des salariés qui posent sur la classe ouvrière et qui fait de tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions ou leurs tendances politiques ou philosophiques, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le Syndicat ; »

« Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le Congrès affirme l'entière liberté, pour le syndiqué, de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le Syndicat les opinions qu'il professe au dehors ; »

« En ce qui concerne les organisations, le Congrès décide qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre, en toute liberté, la transformation sociale. »

le libertaire syndicaliste

Le prolétariat ne retrouvera sa capacité de lutte que dans une C. G. T. libre.

Le Congrès ne doit pas se laisser manœuvrer par des dirigeants voulant échapper à leurs responsabilités

Nous voici donc à la veille de ce Congrès, le premier depuis l'unité.

Les plus clairvoyants d'entre nous avaient gardé assez de raison pour résister à l'embalement incoercible — et quelque peu naïf — qui s'était emparé de tant de bons syndicalistes, quand, en 1935, les deux congrès décidèrent de siéger symboliquement ensemble. Nous comprenions assez bien l'enthousiasme subit d'hommes qui avaient vu douze ans d'efforts investis dans l'unité et que l'échec de leurs espoirs avait plongés dans un morne découragement.

Tous les syndicalistes, il faut tout de même le dire, s'étaient réjouis de la reconstitution en France d'un seul syndicalisme. Et si certains avaient mis un peu de discrétion dans leur joie, c'est que leur satisfaction restait mitigée d'inquiétude, c'est que l'euphorie dans laquelle s'accomplissait l'union n'était pas assez grise pour les empêcher d'envisager l'avenir. Ils ne se rendaient pas compte que les hommes ne restent pas longtemps satisfaits de l'unité organique se réalisant au lendemain même de leur échec, échec qui avait eu précisément pour cause une scission morale apparemment insurmontable.

Cette réserve était parfaitement justifiée, comme les événements qui se sont succédés, en ces deux années tumultueuses, nous le prouvent. Pour des raisons que nous avons malheureusement développées et sur lesquelles nous ne reviendrons pas, l'unité syndicale organique avait été hâtivement bâclée. Or l'unité organique n'est rien si elle n'a pas été préparée par l'unité morale ; ainsi, les dirigeants confédérés et unitaires, ces chefs qui portaient une lourde part de responsabilité dans l'aggravation de la scission morale, allaient tout à coup se trouver devant une tâche à laquelle rien ne les préparait : refaire un syndicalisme moralement uni, créer enfin — puisque tout dans ce domaine restait à faire — les conditions véritables du syndicalisme nouveau.

Jamais nous ne serons assez durs pour ces hommes bornés ou malhonnêtes qui, depuis deux ans, n'ont cessé de faire la preuve de leur incompréhension, de leur incapacité à s'élever au-dessus de leurs petites querelles, de leurs petites ambitions, de leurs petites idées. Les uns, déshabitués depuis longtemps, de toute action, poursuivant depuis des années leur rêve d'adapter le prolétariat à un système économique et social substituant l'« organisation » du travail à l'« anarchie capitaliste » et à la lutte des classes, pestaient en leur for intérieur contre les intrus qui venaient troubler bruyamment leur méditation et... leur digestion : les

autres, devenus les agents cyniques et brutaux d'une dictature qui entendait faire des classes ouvrières du monde entier les instruments passifs et aveugles de son ambitieuse politique extérieure, entendaient dès le début s'assurer les positions stratégiques qui devaient, dans leur esprit, hâter l'asservissement de la classe ouvrière française. Bien rares furent ceux qui se souciaient honnêtement de construire les bases d'une union vraie et durable.

Ces calculs misérables échappaient bien entendu aux travailleurs. Et si la capacité politique du prolétariat français de 1936 restait d'un niveau inférieur à ce qu'elle avait été avant la guerre — ceci en raison du renouvellement des effectifs, à la suite de la tuerie, par l'adjonction d'éléments relativement arriérés (ouvriers étrangers, coloniaux, femmes, etc...) — il est normal que l'unité ait déçu, dans le prolétariat, l'espérance de sortir d'une condition que la crise économique avait rendu misérable, et exalté la volonté de faire enfin quelque chose. L'explosion était devenue inévitable. Elle se produisit peu après les élections de mai.

Dans leur grande majorité, les syndicalistes n'ont pas pleinement saisi la portée réelle de cette immense convulsion révolutionnaire. C'est seulement le recul du temps qui nous permet de mieux comprendre que nous avons été au bord de la Révolution Sociale.

Comment les dirigeants syndicaux ont-ils réagi en face de cette vague de fond qui faisait trembler le régime capitaliste et ébranlait ses



Fernand Pelloutier, le père du syndicalisme français. Les congressistes de Nantes devraient bien se souvenir de ses enseignements.

bases en posant la question même de la propriété ?

Les vieux routiers du réformisme, incapables de comprendre la vie ardente qui bouillonnait au sein du peuple, considéraient avec méfiance et agacement une explosion impétive qui dérangeait leurs savantes combinaisons et qui, de toutes façons, n'était pas comprise dans l'ordonnement méticuleux du Plan. Ils avaient cru être venus à bout de la sauvagerie instinctive des grèves anarchiques, et le prolétariat osait démentir avec impertinence et brutalité ces messieurs du syndicalisme policé et distingué !

Quant aux stalinistes, il n'ont vu dans tout ceci qu'un moyen de chantage et de pression pour faire accepter au peuple français — et à sa bourgeoisie — la nécessité du Front populaire, c'est-à-dire pour parler en clair, l'alliance franco-russe contre l'Allemagne. De toutes parts, on s'est hâté de liquider le mouvement de Juin, en faisant accepter aux ouvriers des avantages illusoirement. Les révolutionnaires de salon et de brasserie, qui avaient fait une carrière enviable en annonçant chaque jour le Grand Soir pour le lendemain, tremblaient maintenant devant le lion populaire enfin déchaîné !

Il ne tremblent plus aujourd'hui. Les conquêtes de Juin ont sombré dans les jeux criminels de la politique. Les gens qui n'ont ni voulu, ni su créer les conditions d'une union véritable et durable ; qui n'ont ni voulu, ni su comprendre les possibilités immenses du mouvement de Juin, de la Révolution de Juin, vont dans quelques jours proposer leur sinistre bilan d'impuissance, de trahison, de sottises accumulées, aux délégués de la classe ouvrière organisée. Ce Congrès devrait être un procès.

Ce procès sera-t-il fait ?

Marcel GUENNEC.

Nantes marquera-t-il le premier pas vers le redressement syndical ?

Le Congrès confédéral qui va tenir ses assises à Nantes, dans quelques jours, a déjà fait couler beaucoup d'encre. Il a, chez des militants qui enregistrent tous les jours la désaffection croissante des ouvriers syndiqués pour les politiques communistes, suscité l'espoir que le mouvement syndical pourrait retrouver son indépendance et ne ferait plus le jeu des provocateurs de guerre. Ne nous berçons pas d'illusions sur l'issue de cette assemblée. Le grand maître-queux Jouhaux a préparé, selon son habitude, une cuisine qui sera fort goûtée de ses nouveaux amis stalinistes, à défaut de l'ensemble des congressistes.

La résolution Vivier-Merle — prête-nom du général en l'occurrence — se présente comme le nègre blanc susceptible d'écarter deux éventualités : la défaite des stalinistes ou la scission. Il n'y aura donc, apparemment, pas grand-chose de changé dans la centrale ouvrière. Cependant, le Congrès de Nantes présente pour les militants syndicalistes-révolutionnaires et syndicalistes tout court, cet avantage qu'il marquera nettement les positions. Nous n'avons pas l'habitude, ici, de faire à tous propos des pronostics, et il est difficile à qui que ce soit d'en faire sur les débats et sur l'issue du Congrès.

Il est néanmoins fort probable que le bloc Jouhaux - Lacoste - Laurent - Racamond - Frachon-Bouyer, etc., aura du fil à retordre. Il est même permis de dire que la position des stalinistes dans la C.G.T. eût été très sérieusement

menacée si le Congrès s'était tenu quelques mois plus tard.

Le discours qu'a fait Georges Dumoulin au banquet des syndicalistes amis de la paix, la phrase où il indique qu'en son nom personnel il demandera, à Nantes, que la C.G.T. sorte du Rassemblement Populaire, a trouvé un écho considérable dans les assemblées syndicales.

Des interventions telles que celles qui se sont fait jour au Congrès de la Fédération des Travaux publics en sont la démonstration.

La question de l'indépendance absolue du syndicalisme vis-à-vis de tous les partis et de tous les gouvernements sera un point particulièrement important des discussions de Nantes.

D'autre part, les résolutions des syndicats contre la guerre se multiplient. Là encore, la pilule du nègre-blanc sera difficilement avalée.

Jouhaux aura besoin de toute son habileté et de toute sa « technique ». Fort heureusement pour lui et ses amis du P.C.F., le système de représentation qu'ils ont inventé, le principe du blocage des syndicats groupant moins de 5.000 membres leur sera d'un précieux secours en permettant d'évincer la majeure partie des syndicats oppositionnels.

Néanmoins, répétons-le, ce Congrès marquera les positions. Même battus, les syndicalistes connaîtront leur force.

S'il ne fait que cela, le Congrès de Nantes permettra au moins aux vrais syndicalistes de s'unir pour assainir leur mouvement.

RINGEAS.

Une lettre ouverte à Charles Laurent

LA SECTION SYNDICALE DES BOUCHES-DU-RHÔNE DES ADJOINTS TECHNIQUES DES PONTS-ET-CHAUSSEES A M. LAURENT, SECRETAIRE GENERAL DE LA FEDERATION DES FONCTIONNAIRES.

Marseille, le 19 octobre 1938.

Monsieur,

Ne vous attendez pas à vous voir gratifié par nous du nom de « camarade ». Depuis longtemps déjà votre attitude nous paraissait suspecte. Mais après les opinions que vous avez exprimées dans La Tribune et celle que d'autres collaborateurs de ce journal y ont développées avec votre assentiment au cours de la période critique que nous venons de traverser, nous vous jugeons tout à fait disqualifié pour prendre la défense des intérêts des fonctionnaires. Nos intérêts, en effet, n'impliquent pas seulement l'amélioration de notre situation matérielle, ils exigent encore que des avantages péniblement acquis par l'effort incessant de nos groupements syndicaux ne soient pas emportés par un cataclysme qui nous vaudrait, non seulement la dictature et une redoutable régression sociale, mais entraînerait l'annihilation de notre civilisation. Or, fidèle à la nouvelle ligne de conduite de la C. G. T., contaminée par des influences communistes, vous vous êtes fait dans La Tribune le porte-parole d'une idéologie belléiste que nous réprouvons énergiquement.

Vous avez l'impertinence de nous traiter de « fils abâtardis des hommes de 1793 ». Passons sur cette interprétation arbitraire de l'histoire de conduite de la C. G. T. comme cocardier. Sachez en tout cas, Monsieur, que notre esprit n'est pas tellement abâtardi, que nous soyons disposés à accepter des affirmations aussi saugrenues que celles d'un de vos acolytes qui prétendait naguère (numéro du 11 juin de La Tribune) que « nous ne saurions admettre que les armements conduisent fatalement à l'inflation et à l'appauvrissement des masses ».

Nous n'avons pas oublié les paroles récentes d'un ministre des Finances qui déclarait que tous les excédents budgétaires prévisibles iraient aux armements. Vous prétendez, au contraire, contre tout bon sens, que la revalorisation de nos traitements est parfaitement « conciliable avec cette politique d'inflation et de ruine dont vous faites le zélé défenseur.

Nous en avons assez des mauvais bergers de votre espèce. L'intérêt des fonctionnaires, demande que leur Fédération soit reconstituée sur de nouvelles bases, qu'il y souffle un nouvel esprit et il exige, comme conditions préalables de cette rénovation, votre démission.

La présente lettre « est communiquée à d'autres organisations » et le nécessaire sera fait pour qu'elle soit publiée.

Suivent 22 signatures.

(VOIR EN 5^e PAGE, MOTIONS ET RESOLUTIONS A PROPOS DU CONGRES)

LES LUTTES SYNDICALES

Les grèves de juin ont démontré la puissance du prolétariat. Par l'occupation des usines, méthode de lutte nouvelle née de l'esprit d'initiative des travailleurs, en quelques mois il réduisit la bourgeoisie à sa volonté. A l'époque de la signature des accords Matignon tout était possible. En quelques jours la classe ouvrière, par son action directe, avait réalisé ce que n'avaient pu faire obtenir soixante-dix ans d'action parlementaire.

Il eût fallu accentuer cette victoire. Donner à la grosse masse de nouveaux adhérents une éducation syndicaliste. En un mot devant l'incurie capitaliste, poser le droit de gestion du prolétariat sur les moyens de production et d'échange. Cela était possible. Mais pour cela, il fallait rompre avec toute formation parlementaire, ne compter que sur la force ouvrière et non sur la volonté de gouvernants.

Tenue par ses attaches, la C. G. T. n'a pas eu cette audace. Elle a cédé aux jonctions de la petite bourgeoisie. Les communistes ont obéi aux ordres du gouvernement russe pour la nécessité de la politique extérieure de Staline. Les métallurgistes, le bâtiment en ont fait les frais. La semaine de 40 heures est sabotée. Ce que la classe ouvrière avait obtenu par son action directe, est repris par l'action parlementaire des élus de Front populaire.

La classe ouvrière sera vaincue si elle ne repasse pas à l'offensive ; pour cela, il faut qu'elle rompe avec tous les partis politiques, que le syndicalisme reconquière son indépendance. L'avenir du prolétariat en dépend.